M — 2762 — 20 — 5,00F

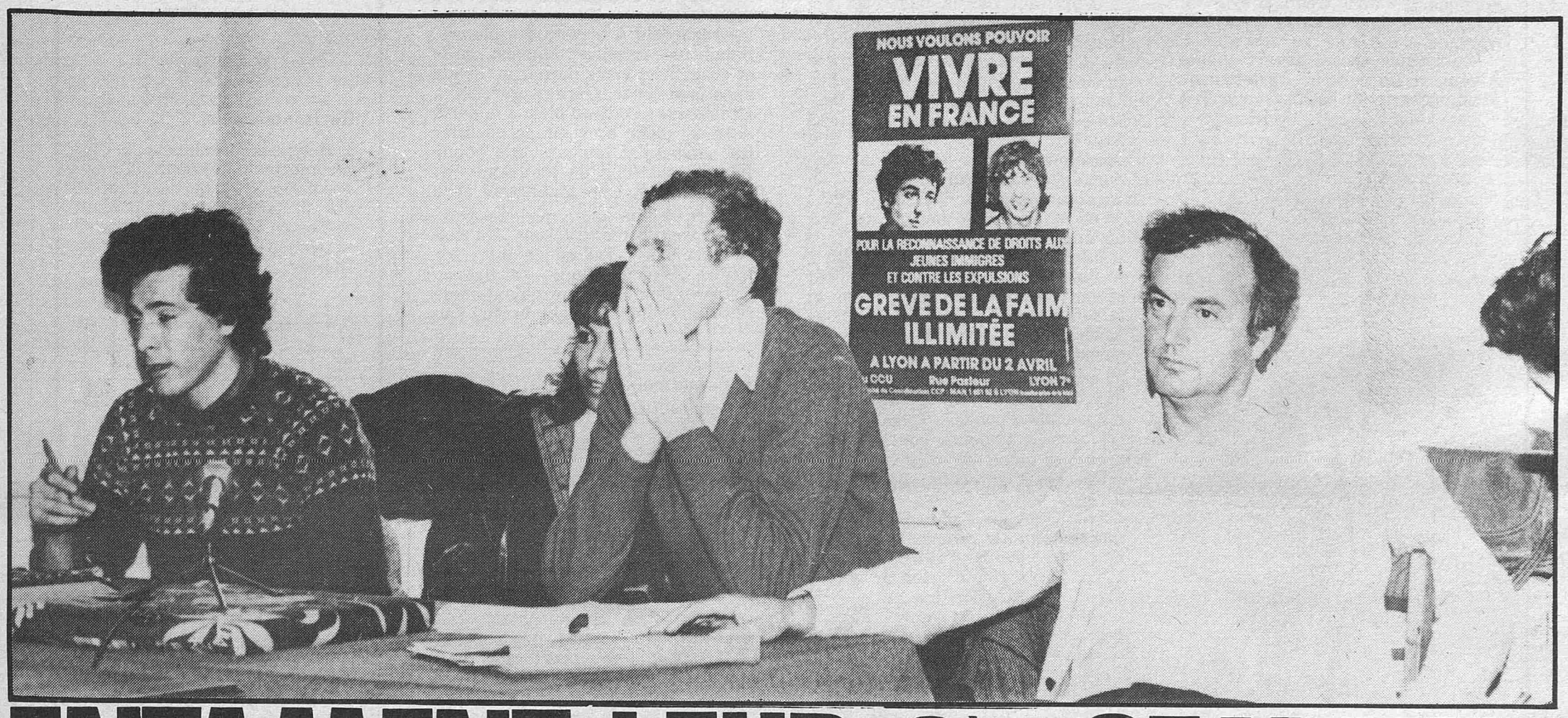
ISSN 0223 — 676 X

Sans frontière

HEBDO

Semaine du 18 au 24 avril 1981 *N 20* *5,00F* *Maroc 4,40 DH — Tunisie 400M*

Hamid B., Christian Delorme, Jean Costil



ENTAMENT LEUR 3ème SEMAINE

ELECTIONS DOM-TOM

La gauche à la recherche des voix

TUNISIE

L'heure du multipartisme

BRIXTON: L'EXPLOSION DES JEUNES RASTAS

courrier

Réponse à Mr Boucherit

Encore moi ! Madeleine de Marseille. Et ce n'est pas fini, car je veux vous envoyer un témoignage sur ma vie d'aide-soignante en maternité avec les femmes immigrées. Mais avant, il faut que je recopie en appliquant. J'écris très mal et je ne connais personne pour le taper à la machine.

C'est autre chose qui me pousse à vous écrire ce soir. La lettre de Mr Boucherit de Belfort, m'a fait hésiter, ainsi que mes amis (ies) à la première lecture, entre l'indignation et le rire. Mais à la réflexion, je n'avais plus du tout envie de rire, mais de pleurer. Je n'ai pas du tout envie de répondre à sa lettre en détail, ça n'en vaut pas la peine. Je me pose seulement une question : *Mr Boucherit se croit-il antiraciste ? A-t-il souffert, lui, en tant qu'arabe du racisme ?* Parce que les théories fumeuses qu'il développe me font penser à quelque chose de sinistre. Pas vous ? A partir du moment où une personne cherche à prouver la supériorité d'une race sur l'autre, ou d'un sexe sur l'autre, devinez ce qu'il est ? Et ce qu'il risque de devenir, de faire, au nom de ces belles théories ? Je n'ai besoin de références ni en Dieu, ni dans le Coran ou la Bible, pour savoir **viscéralement** que l'homme et la femme sont égaux de la même façon que les noirs et blancs le sont, qu'indiens ou jaunes le sont, qu'arabes ou esquimaux le sont etc. Nous sommes tous des humains et Mr Boucherit semble l'oublier. Quand on se bat depuis toujours contre le racisme et qu'on est confrontés jour après jour à de tels fanatiques, il y a de quoi pleurer de désespoir et de découragement. Car ceux-là mêmes qui essaient de prouver la supériorité d'un sexe sur l'autre, sont tout à fait prêts à l'occasion, à vouloir prouver la supériorité d'une race ou d'une religion, ou de je ne sais quoi sur d'autres. Je n'espère pas du tout convaincre ce monsieur, sa cuirasse est beaucoup trop épaisse ! Mais je vous demande cependant de publier ma lettre. Pour savoir si d'autres ont ressenti la même tristesse que moi ...

Avec toute mon amitié.

Madeleine Pestre

P.S. : Je tiens à préciser que le sentiment d'indignation ressenti par mes amis était partagé, qu'*ils* ou *elles* soient, comme moi, français, ou maghrébins. Il n'y a pas de nationalité ou de race quand on tente de rabaisser un autre être humain. La 1ere lettre de Mr Boucherit était peut-être belle, comme vous le disiez, elle était surtout encore *modérée*. Cette fois, elle rejoint « la position (et au delà peut-être) des plus ordinaires, de nombre de vos concitoyens » : caricaturale, hélas ...

Frère maghrébin

Frère Maghrébin, sois digne et fier de la couleur de ta peau. Elle est blanche à mon coeur et brille comme neige. Ils sont noirs à mon coeur, et m'enténèbrent comme nuit, les racistes. Frère Maghrébin, tu es enfant de lumière, et par ta peau mate, je vois mon ciel bleu. J'ai au fond de l'âme, un soleil d'or qui me fait des jours blonds comme pain brun, viens manger, frère maghrébin. Tu y seras en bonne compagnie, au fond de mon coeur rond, chaud et blond ... J'ai déjà des noirs, aux yeux blancs, qui me regardent du fond de leur lumière. J'ai déjà des jaunes aux yeux rieurs, qui me regardent tendrement, du bout de leur fente ! J'ai déjà des rouges, aux yeux noirs, qui me regardent à travers des plumes. Si ta bouille crépue et mate est lourde et chagrinée, viens dormir au chaud dans mon coeur, frère maghrébin ... Et laisse ton couteau bleu, à la porte de mon coeur et viens te chauffer les mains, j'ai toujours une bonne flamme, au fond de mon âme. Et pardonne-moi, frère Maghrébin, si au détours de mon coeur, quelques mauvaises rencontres tu faisais. En rien ne sais haïr ; j'ai ce défaut ! Ma parole, frère pardonne. J'ai des racistes au fond du coeur, qu'ont voulu se chauffer après le chant du coq ; j'attends leurs larmes amères, après le chant du coq ... Le juste regard du Prophète, a déjà pardonné ... Frère Maghrébin, il a la couleur de ma peau, ce frère raciste ! Ils sont l'épiderme gris, les blancs ! Ma parole, frère Maghrébin, pardonne et sois pas raciste.

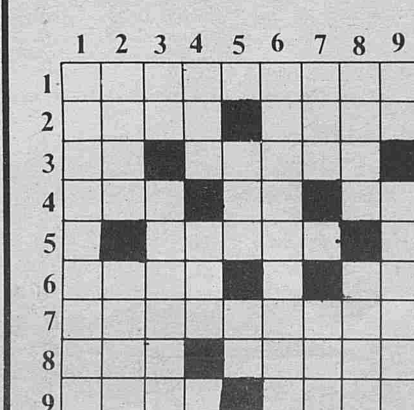
Jean-Claude Devot

MOTS CROISES de hartmann

Grille n° 9

Horizontalement

1. Religieux musulmans ; 2. Calife musulman-Couleur ; 3. Possessif-Motif ; 4. Article-Propagés ; 5. Racine vomitive ; 6. Mince-Temps ; 7. Nord-africains ; 8. Dément-Large ; 9. Personne-Dupées.



Verticalement

1. Qui concerne l'islamisme ; 2. Favori d'Assuerus-Vote ; 3. Dieu égyptien-Imiter ; 4. Sur Moselle-Empeste ; 5. Elime-Ile ; 6. Pas subjective ; 7. Théologien musulman-Pluie ; 8. Suce-Baie ; 9. Appris-Convenables.

Solution grille n° 8

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	I	S	L	A	M	I	S	M	E
2	M	O	I	N	E	■	E	O	N
3	M	U	S	U	L	M	A	N	S
4	I	F	■	B	E	A	U	T	E
5	G	I	B	I	E	R	■	E	R
6	R	■	A	S	■	E	L	■	R
7	A	P	T	■	F	■	A	S	E
8	N	E	O	M	E	N	I	E	■
9	T	U	N	I	S	I	E	N	S

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière »,
35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420 900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐ *Abonnement* ☐ *Réabonnement*

Nom

Prénom

Adresse

Code postal *Ville*

Siège social : 35 rue Stéphenson, 75018 Paris Tél : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin 75003 Paris. Tél. : 278 44 78
Fondateur de l'Association « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet
Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 MOntreuil.

LYON: GREVE DE LA FAIM

Du côté des filles

Par défi contre un système inique, par solidarité avec Christian, Jean et Hamid, elles jeûnent depuis 5 jours.

Personne ou presque ne les remarque, toutes menues perdues au milieu de tous ceux qui se succèdent au local du CCU, il est vrai que leur âge incline plus au jeu qu'à une prise de conscience politique ; elles n'ont après tout que 14, 15, 16 ou 17 ans ...

« *C'est dangereux, à votre âge* ». « *Tu fais cela pour maigrir* » ; « *Une semaine, c'est largement suffisant. L'important, c'est le geste* » ; *Ce n'est pas toi qui vas faire changer la loi par une grève de la faim dont personne ne va entendre parler* » ...

Toutes ces remarques et bien d'autres ont constitué les premières réactions de leur entourage. Et puis le septicisme ambiant a laissé place à l'étonnement, à l'admiration devant l'acte, même si reste un relent de rire rentré.

Une fille, c'est rarement expulsé, alors comme cela, nous montrons, affirmons une existence trop souvent en marge de notre communauté et si beaucoup plus de jeunes immigrés ou non décidaient de nous imiter, pour un jour même, cela assurerait à la lutte une publicité, une promotion plus grande encore. Les filles immigrées de notre école, lorsque nous leur avons parlé de notre projet, n'étaient pas toutes d'accord avec nous, elles trouvent que nous n'avions pas à défendre des voleurs. « *Je m'en fous, mes frères, ils seront bien éduqués, et ils ne deviendront pas des voleurs* ». Voilà souvent le type de réponse qu'on nous a fait. Il n'empêche qu'au niveau du racisme et de l'exclusion sociale, voleur ou pas voleur ... On estime que notre demande vise à établir des nouvelles relations entre tous les membres de la société et non plus se voir obligés de se battre encore et toujours pour essayer de faire entendre notre voix de filles immigrées.

Il y a aussi comme détonateur à notre action, l'envie de choquer tous ceux qui sont restés à des archétypes, à des systèmes de pensée totalement dépassés ; leur montrer à tous que les expulsions de nos frères, de nos amis, ne nous laissaient ni indifférentes, ni inactives ; l'angoisse qui est, comme tous nos frères et soeurs d'infortune, notre lot quotidien, et face à l'expulsion, et devant la tentative que le pouvoir fait pour enfermer les immigrés dans un ghetto, cette angoisse, nous voulons la vaincre et cette action menée par Christian est la seule possible pour nous faire prendre au sérieux.

Alors, façon de revendiquer une place au soleil, de s'affirmer dans un monde qui leur a volé leur adolescence où caprice de gamine, comme on l'a murmuré, c'est à la fois tout cela (hormis un caprice). Elles sont par trop réfléchies, trop réalistes, trop adultes en un mot pour s'être lancées dans une telle aventure sans en mesurer toutes les conséquences. « *Les autres,* disent-elles, ceux ou celles qui refusent de comprendre le bien fondé de la lutte menée, c'est surtout la peur qui les habite, mais comment ils feront si demain on expulse quelqu'un qu'ils aiment, si aujourd'hui ils ne font rien pour affirmer leur droit à vivre enfin ». Avec elles, je me le demande, et à vous aussi, qui lisez et n'êtes que spectateurs.

A suivre.

Ne pas rester spectateur

Elle a 22 ans, et si au départ seul l'intérêt personnel l'a poussé à lutter, cela a l'air d'avoir changé maintenant.

«*JE suis égoïste, c'est pourquoi aujourd'hui, cette lutte m'a intégrée : je refuse de voir des que j'apprécie, que j'aime pour certains, disparaître du jour au lendemain, parce qu'un pouvoir inique aura décidé que leur présence est indésirable dans ce pays. A travers ce combat pour mes amis, le fait de me battre pour les autres m'apparait aussi, mais il faut voir qu'il est une chose évidente, que seule la réalité vécue avec des immigrés me permet maintenant d'assumer ce combat, le fait de vivre le même quotidien qu'une population oblige de partager tous ses combats sinon, c'est en acceptant que les joies et bons moments, rejeter cette communauté.*

La réussite de cette lutte c'est finir de considérer la jeunesse immigrée comme des « handicapés » au niveau social ou politique, c'est stopper les angoisses lors des contrôles ou les validations de carte de séjour ; c'est ne plus risquer de voir son copain expulsé et de se retrouver seul avec le désespoir. Enfin, égoïstement, je lutte aujourd'hui, pour mettre un point final à tout ce racisme légal débile qui anime les sphères dirigeantes de mon pays.

Je ne suis pas ici pour prendre les responsabilités que la génération de mes parents a refusé. Je suis là pour vivre avec des gens que j'aime et qui auront les mêmes droits que moi ; je lutterai le temps qu'il faudra pour cela.

Propos recueillis M. Slimani

Adresse du Comité de la grève de la faim
69 rue Pasteur Lyon 7 (Tél. 16.7. 872 53 04)

Un grand vide dans la maison

Elles n'ont rien de commun entre elles : l'éducation, l'âge, la classe sociale, la couleur de la peau . Oui, hormis leur mutuelle appartenance au sexe féminin, rien ne les rapproche si ce n'est la lutte pour de plus justes droits. Essai d'approche : elles sont cinq ; les unes jeûnent, l'autre (bientôt) aussi.

Les unes s'expriment difficilement le poids de trop d'interdits peut-être, d'un silence longtemps maintenu et d'une existence pas assez reconnue ; et aussi la pudeur d'une jeunesse à ne pas crier inutilement seulement le besoin de construire un futur plus sûr, doucement, sans heurter ceux qui détiennent le pouvoir de tout faire capoter. L'autre est plus ouverte, avec l'impression de se battre pour s'éviter un dilemme débile ou sûrement la hantise d'une expulsion pour l'un des amis.

Au milieu de toutes les actionsde toute la publicité faite au combat mené par Christian, Jean et Hamid, il reste que l'acte mené par ces filles passe trop sous silence ; leur désespoir ne semble peut-être pas assez crédible, elles sont pourtant au centre d'un débat par trop houleux des droits pour tous les immigrés sans oublier la position que ces filles (les filles immigrées) occupent au sein de la société, sans oublier la place qu'elles revendiquent. On expulse leurs frères, amis, pères pour certaines, et on oublie le désespoir qui les habite « *lorsqu'un de nos frères est expulsé, cela fait un grand vide dans la maison* ». On renvoie leurs frères ou amis dans un pays qu'ils ne connaissent pas et elles restent ici avec toujours plus de responsabilités dont on ne leur reconnaît même pas l'appartenance. Alors, pour démontrer leur existence, leur appartenance à une communauté opprimée, seule l'action, seule la revendication de cette lutte a semblé utile à leurs yeux avec l'espoir avoué qu'après, ON NE LES OUBLIE PAS.

Une fois de plus, à bon entendeur, salut.

M.S.

Appel aux intellectuels et notables maghrébins en France

Depuis le 2 avril 81, un mouvement de grève de la faim illimitée est menée par Christian Delorme (prêtre), Jean Costil (pasteur) et Hamid B. Ce mouvement a pour objectif d'obtenir « *la publication* » d'une circulaire du Ministère de l'Intérieur, stipulant que ne peuvent pas être expulsés du territoire français les jeunes nés en France et/ou qui y ont passé plus de la moitié de leur vie.

Cette action exemplaire a été à l'initiative d'un courant chrétien en France. Elle situe le débat par rapport à la société française.

Des militants français risquent leur vie pour défendre les droits des enfants de l'exil, des enfants « *illétitimes* ». Cet acte emprunt de dignité n'a malheureusement pas eu d'écho auprès de nos compatriotes, particulièrement les intellectuels et les notables de la communauté.

Nous interpellons tous les intellectuels maghrébins en France (écrivains, artistes, étudiants, travailleurs sociaux, etc ...) pour qu'ils prennent position publiquement et élargissent le débat.

Dans cette phase critique que traverse l'émigration maghrébine en France, émigration non seulement de travail, mais aussi de peuplement (concernant tous les âges), nous pensons qu'il faut poser le problème en terme de communauté exilée dans une France post-coloniale.

Les intellectuels de cette communauté de par leur situation charnière, se doivent d'être présents dans ce débat, d'y apporter leur contribution d'une façon responsable, en tenant compte des conditions de vie dans l'exil et des droits légitimes des émigrés à choisir leur destin.

Azazi Maamar
Belbahri Abdelkader
Lahmer Hamed
Zahi Belkacem

LYON: GREVE DE LA FAIM

Un objectif clair :
Arrêt des expulsions !

Sans Frontière a accueilli lundi dernier dans ses locaux, une conférence de presse, qui a réuni : Christian Delorme, représentant des grévistes de la faim de Lyon, des jeunes immigrés, qui sont venus témoigner de la situation intolérable qui leur est faite. Des représentants des signataires de l'appel des « 51 », ont à leur tour expliqué qu'il ne s'agissait pas d'un appel comme les autres. La grève de la faim illimitée de Lyon en appelle à toutes les consciences. C'est le dernier combat de la non-violence. Car tout le monde a en tête ce qui s'est passé à Brixton en Angleterre. Les jeunes « immigrés » sont traqués par centaines. Leur témoignage (qu'on lira à la page suivante) est suffisamment éloquent. Il se passe de commentaires.

L'objectif est clair : arrêt de toutes les expulsions. Cet objectif est possible, même dans cette période électorale.

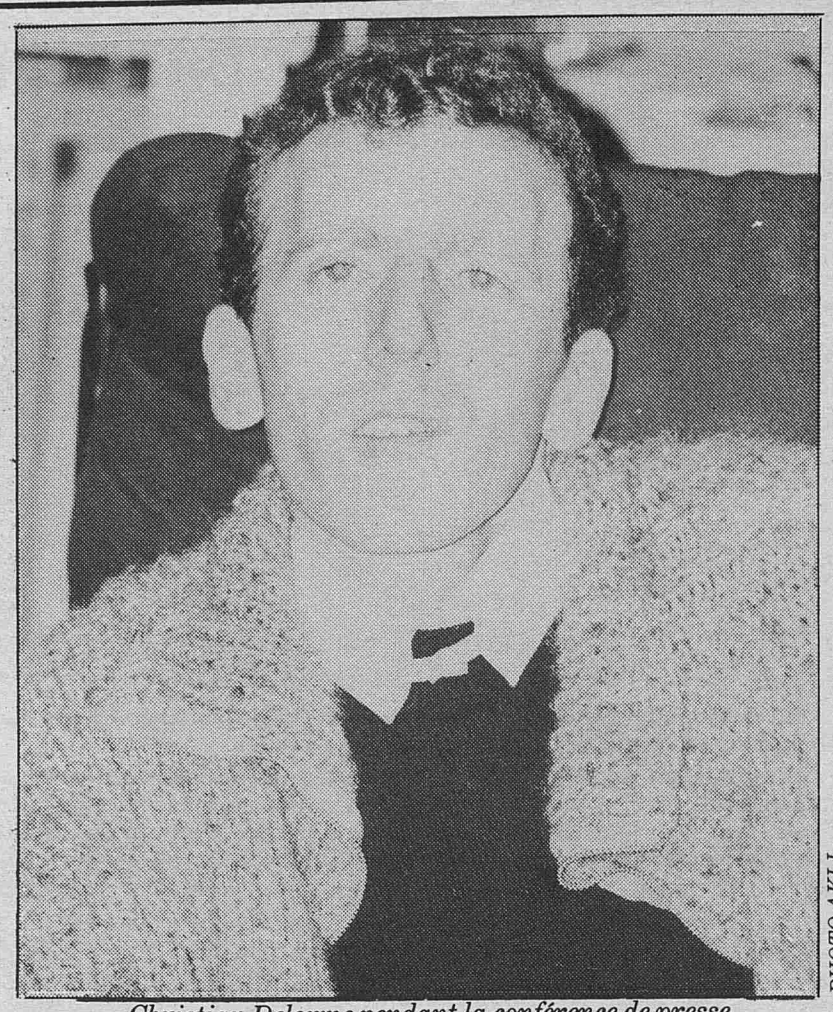


PHOTO AKLI

Christian Delorme pendant la conférence de presse.

Christian Delorme : Je pense que vous savez tous que depuis 12 jours, nous sommes trois à être en grève de la faim illimitée à Lyon : Hamid, un jeune Algérien qui est né à Lyon et qui est aujourd'hui en sursis d'expulsion après avoir été expulsé et être revenu clandestinement ; le Pasteur Jean Costil, qui est l'animateur de la CIMADE à Lyon et moi-même. Cette action n'est pas venue comme ça tout d'un coup. Nous ne nous sommes pas dit brutalement : « *Nous allons faire une grève de la faim autour du problème des expulsions des jeunes immigrés et proposer les problèmes de la deuxième génération* ».

Il est important de bien voir que c'est dans la logique à une fidélité, à des engagements, à des amitiés, que cette action s'est décidée.

En ce qui me concerne plus particulièrement, je suis prêtre depuis 78 maintenant. Mais c'est depuis 7 ans que je fréquente des groupes, des bandes de jeunes maghrébins sur Lyon. Je les connaissais pas du tout au départ, je ne connaissais pas leurs problèmes. C'est les hasards qui ont fait que je les ai rencontrés, que nous nous sommes rencontrés. Et j'ai découvert progressivement la marginalisation dans laquelle ils étaient enfermés, j'ai découvert progressivement les successions d'échecs qu'ils rencontraient. J'ai découvert combien tout le mécanisme social visait à les mettre de côté, que ce soit à l'école où on les retrouvait systématiquement, sans bien savoir si c'était voulu, répartis dans les classes de transitions. Je les ai vus accumuler les échecs dans des tentatives d'essai de formation professionnelle, accumuler les échecs professionnels. Je les ai vus être refusés aux bureaux d'embauche, chez les employeurs et je les ai vus souvent être arrêtés, interpellés, bafoués par les services de police.

Je les ai vus aussi lorsqu'ils ne trouvaient plus d'autre chemin de vie, je les ai vus nombreux essayer de prendre les voies de la délinquance, essentiellement des vols d'autoradios, des vols de mobylettes qui après peuvent devenir des vols plus conséquents.

Prendre ce chemin de la délinquance, se retrouver de ce fait en prison et après la prison, connaître l'expulsion, quand bien même, la plupart d'entre eux sont nés ici, ont toute leur famille ici ont toutes leurs références ici, tous leurs biens ici, ces ici, tout leurs biens ici, en France. Pour un certain nombre d'entre eux, qui ont été expulsés, je suis allé les retrouver aussi en Algérie, parce qu'il s'agissait pour la plupart des algériens, et là, j'ai pu mesurer le désarroi qui était le leur. Si l'Algérie est un pays *merveilleux* comme me disait encore hier soir, un jeune expulsé qui est revenu clandestinement, c'est un pays merveilleux pour passer des vacances quand on a toujours vécu en France. Ce n'est pas un pays où on peut s'adapter facilement. Là-bas, je les ai vus complètement perdus, je les ai vus traîner dans les rues parce que lorsque on n'a pas de famille proche, eh bien, on n'a pas de lieu où aller. On peut avoir des cousins éloignés, des tantes ou des oncles éloignés qui vont vous recevoir quelques jours, mais qui ne vont pas vous recevoir pendant des mois et des mois.

Ils ne parlent pas l'arabe, on les repère tout de suite, on repère, on les traite là-bas aussi d'immigrés, de « *franquaoui* », de « *Giscard* », de « *vacances* ».

Tous ceux que j'ai connus qui ont été expulsés, ont tenté un jour ou l'autre de rentrer, de revenir clandestinement en France.

Telle est la situation, lorsqu'ils sont expulsés, de ces jeunes immigrés, ces jeunes de la deuxième génération, de la nouvelle génération (le vocabulaire me trahit).

L'action que nous avons entreprise part donc de cette fidélité à des jeunes qu'on connaît qui nous connaissent, que nous aimons, qui nous aiment, des jeunes avec lesquels on a partagé beaucoup de leur vie. Elle est partie aussi de la constatation qu'aujourd'hui, on ne voyait plus ce qui était possible de faire, la situation est bloquée, elle n'est pas bloquée simplement pour les jeunes immigrés, la situation des jeunes français qui sont au chômage, elle est terrible. Mais les jeunes immigrés sont encore plus coincés que les autres, parce qu'en plus, le handicap d'appartenir à la classe ouvrière la plus défavorisée, eh bien, ils ont ce teint basané qui les fait rejeter par toute une partie de la population.

Aujourd'hui, de plus en plus nombreux, ils se sentent mis en dehors de notre société, un peu comme ces jeunes Jamaïcains de Brixton qui se sont révoltés l'autre jour.

Pour nous, il ne s'agit pas de résoudre tous les problèmes de l'immigration. Il s'agit de poser ce problème des expulsions de jeunes, mais dans le cadre général de cette nouvelle génération qu'on exclut.

L'expulsion du territoire français, c'est la suite logique d'une expulsion de la vie sociale, dès le départ (...). Ces jeunes sont expulsés de nos écoles, de l'apprentissage, de nos associations, d'une participation à la vie collective.

Donc, cette action-là n'est pas parachutée. Elle est dans la logique d'une fidélité. Elle se veut reliée à toutes les tentatives de faire quelque chose qui existe. Que ce soit du côté des organisations autonomes de travailleurs immigrés, que ce soit du côté des organisations

Nous voulons que notre action soit l'occasion d'une prise de parole des jeunes immigrés. Nous avons une cible précise : obtenir un texte du Ministère de l'Intérieur, stipulant que ne peuvent pas être expulsés des jeunes qui sont nés , qui ont passé l'essentiel de leur vie, en France et qui ont leur famille ici (...).

On peut atteindre cette cible qui n'est pas en contradiction, au moins juridiquement avec la règlementation actuelle.

Mais il y a des objectifs larges. Le premier, c'est de permettre aux jeunes immigrés, aux fils d'immigrés, de prendre la parole, de dire ce qu'ils veulent, de témoigner sur leurs conditions de vie, sur les brimades qu'ils rencontrent, sur leurs espoirs. Leur permettre de dire les droits qu'ils revendiquent.

Cela sur Lyon, démarre très fort. Je crois que ça va s'étendre ailleurs. Il y a beaucoup de jeunes immigrés qui sont dans le coup. Des groupes circulent dans les quarjtiers et la banlieue de Lyon et recueillent la parole de ces jeunes. Ces témoignages seront rassemblés, rendus publiques et envoyés aux organisations internationales. Histoire de bien faire comprendre que la France devient un état raciste de façon institutionnelle. Il ne s'agit pas seulement de parler de l'Apartheid en Afrique du Sud, de parler des émeutes de Grande-Bretagne comme un phénomène d'Outre-Manche, ou de parler de ghettos, quand on a parlé des Etats-Unis : en France, on arrive aujourd'hui à de mêmes situations.

Il est encore temps de construire cette société multi-raciale, qui va dans le sens de l'histoire. Il est encore temps de construire une société fraternelle.

PHOTO ZRAN

Conférence de presse dans les locaux de Sans Frontière, lundi 13 avril.

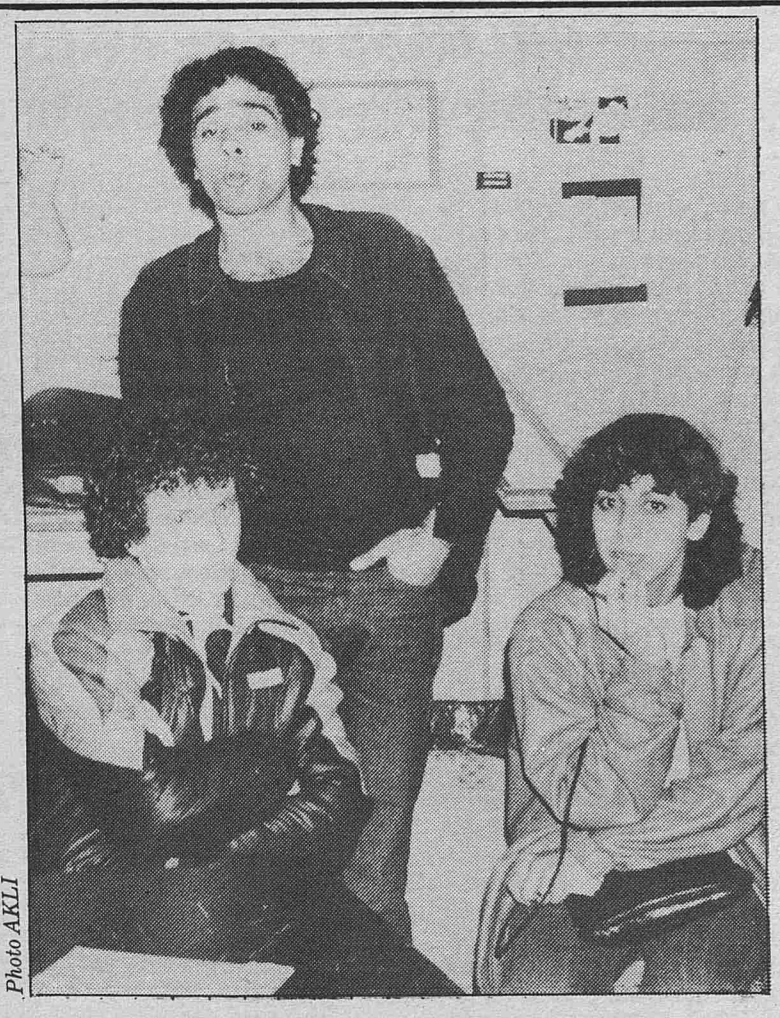


Photo AKLI

Témoignage des jeunes

KAMEL

On a beaucoup parlé des immigrés ces dernières années, surtout parce qu'ils ont mené des luttes mais on a trop tendance à nous oublier ; nous les jeunes nous sommes des milliers et des milliers à vivre dans les HLM, les cités de transit, et les bidonvilles pour certains. On ne parle pas de tous nos problèmes quotidiens, à tous les niveaux. On ne nous a jamais respecté, ni consulté.

Quoiqu'il arrive, quoiqu'il se passe, on nous propose une réinsertion alors qu'il n'y a jamais eu insertion. On nous propose un départ pour un pays.

Il y a aussi tous ces conflits avec nos parents, tous ces facteurs générateurs de ce qu'on appelle la délinquance... Les jeunes passent en prison et se retrouvent après dans un pays qu'ils n'ont jamais connu... Nous ne demandons pas à aller là-bas.

Nous savons que c'est le pays originaire de nos parents, mais nous savons très bien que nous ne pouvons pas vivre là-bas. Nous avons nos attaches ici... Il ne faut pas larmoyer sur notre sort... mais parler de nos problèmes au grand jour... parler de notre avenir... c'est un pro blème de respect car nous sommes des jeunes et nous voulons avoir les mêmes droits que tous les jeunes.

NASSER

« Mon frère a été expulsé en 1978... à Alger il est resté six mois, dans la rue. Il est revenu clandestinement et a vécu deux mois avant d'être arrêté. Il a fait deux mois de taule. et on lui a donné 48 heures pour partir. Il n'a pas voulu repartir, et il est resté à traîner deux, trois mois. On l'a encore arrêté et il a pris trois mois de prison. On l'a amené à l'aéroport sans nous avertir et là il s'est coupé les veines pour ne pas être expulsé. Il a été hospitalisé et en ce moment il est à Fresnes. Ma mère est toujours malade... depuis 1978 elle ne vit plus, elle passe son temps entre la prison, l'hôpital, l'Algérie.

ROUABAH

Je veux dire que Nasser vient de poser un problème important pour tous les jeunes immigrés algériens nés en France, en particulier avant 1963. On vit en permanence avec cette idée dans la tête que tôt ou tard on peut se faire expulser. Et malgré tout, il nous faut vivre avec cette idée dans un territoire qu'on s'est donné, qui nous est fermé, et où on essaie de s'affirmer de différentes manières.

Parmi les jeunes qui ont été expulsés, beaucoup sont revenus. A Nanterre on peut voir plusieurs clandestins qui sont revenus plusieurs fois. Et si on les expulsait encore, ils reviendraient à nouveau. Leur vie est ici, une vie qu'on peut appeler une vie de paumé, mais une vie où on se retrouve ensemble, où on crée des bandes où on essaie de s'extérioriser comme on peut.

On a des pratiques quotidiennes que, vous les Français, appelez délinquance. La délinquance, c'est une manière de nous décriminaliser. A partir du moment où on nous refuse de vivre ici, tout avenir dans ce pays, tous les moyens d'en avoir. A partir du moment où on veut nous cloîtrer ici . On veut nous faire ce qu'on a fait à nos parents. Ils sont venus il y a vingt ans et se sont faits exploiter ici et ça nous le savons même si ce n'est pas très clair dans notre tête.

On sait qu'ils se sont faits avoir et qu'ils vont se faire jeter de l'autre côté de la Méditerranée. Cela on ne le veut pas car on a quand même un droit. On est né en France et je ne vois pas de quel droit les autorités françaises nous expulseraient. On a les mêmes droits que les jeunes vivant en France.

Ce qui se passe, c'est que dans les cités, tous les jeunes clandestins sont complètement tement décriminalisés. Ils y circulent librement. Ils savent qu'ils sont chez eux.

Il y a autre chose.

Il y a eu dernièrement des his toires dans les cités. On a beaucoup parlé de la campagne racis te du PCF dans les mairies communistes. On avait déjà sur le dos toutes les sales campagnes , par exemple les pétitions des amicales de locataires con tre « la lèpre ». Ce qui est complètement dingue c'est qu'on va arriver à des violences et à des tensions qui s'accroissent de plus en plus.

Le fait de voir des jeunes soit disant racketter dans les RER sans voir que quand ces jeunes essaient de s'amuser ou de s'exprimer dans des parcs, on leur interdit l'accès du parc. Il y a eu des razzias, des embarquements massifs notamment au parc départemental de Nantere. Jeunes de 14 ans et plus se sont tous faits embarquer. Tous ces faits accumulés à d'autres obligent les jeunes à agir de la sorte. Cette délinquance on peut la légitimer, à partir du moment où on ne leur laisse pas d'autres choix, ou ils n'ont que ça s'ils veulent essayer de vivre un tout petit peu. S'ils veulent essayer d'avoir un peu de fric, il n'y a plus que ça.

On peut dire qu'on est, que beaucoup d'entre nous, sont coincés. C'est de plus en plus tôt que des jeunes Maghrébins, dès l'âge de 12 ans, commencent à tirer. Il y a un autre problème qui est aussi important que le PC soulève, comme quoi les jeunes Maghrébins seraient les « fourgueurs de drogue car le « H » viendrait du Maghreb. Mais ce qu'on ne dit pas c'est que beaucoup de jeunes Maghrébins crèvent de cette drogue et que cette drogue n'est pas du H. Cette drogue dont ils crèvent est de la poudre et ce n'est pas au Maghreb qu'on va la chercher. C'est ailleurs. Et ça, le PCF et les autres n'en parlent pas.

Ils ne parlent pas du désarroi de ces jeunes qui vont mourir en se piquant parfois dans les toilettes ou les ascenseurs des cités. Ça ils n'en di sent pas les raisons.

Par exemple, Ali, de Nanterre s'est suicidé le 22 juin 1980 en s'immolant à la gare Saint-Lazare. Tous les journaux l'ont présenté comme un fou. Ils n'ont pas cherché à savoir. Ali devait passer devant une commission d'expulsion. En se suicidant, il voulait attirer l'attention du public français sur cette question, ce qu'on fait et dénonce ici.

Témoignage des intellectuels

D'habitude, pour les intellectuels, le choix est tout simple : ou ils disent ce que l'on attend d'eux et les média leur font écho, ou ils continuent de bougonner dans leur coin, sans que personne puisse les entendre. Mais avec l'accumulation, ces derniers mois, des atteintes aux libertés et avec le scandale que constitue le fait que certaines forces de gauche se soient faites les alliés de la répression raciste gouvernementale, leur propre seuil de tolérance a fini par être atteint. Un certain nombre d'intellectuels — écrivains, médecins, juristes... — dont certains avaient pris le parti de se taire, trop conscients qu'ils étaient de l'inefficacité de leurs prises de position publique, ont décidé de s'associer à un manifeste d'un nouveau genre, ou plutôt qui renoue avec un style d'intervention qui ne se justifie que lors de périodes particulièrement graves. Face au cynisme d'un pouvoir qui ne respecte même pas sa propre légalité, ils affirment hautement que, eux aussi, ne sont plus disposés à respecter les règles du jeu en vigueur : ils revendiquent le droit à l'action illégale. Peu importe que les média se fassent ou non l'écho de leur « coup d'éclat ». Ce qui compte c'est ce qui se passe sur le terain pratique. La lutte de solidarité avec les immigrés, en particulier avec les jeunes a pris un tour nouveau grâce au courage des grévistes de la faim, et à l'ampleur de la campagne déclenchée pour les soutenir. Mais nous savons d'ores et déjà qu'elle devra se poursuivre bien au-delà de cette campagne, à la fois par des actions très spectaculaires et par des actions beaucoup plus discrètes de style « réseau de soutien ». Dans cette période incertaine, chacun devra prendre ses responsabilités à la mesure de ses moyens, les signataires de l'appel des 51 s'efforceront d'assumer les leurs.

FELIX GUATTARI

Ce qui est en cause ici, c'est une certaine conception de la société, avec ses dimensions raciales et racistes mais également avec toutes ses autres dimensions de ségrégation sociales, concernant les jeunes, les femmes, les minorités linguis tiques, sexuelles, etc... L'offensive du pouvoir contre les libertés et pour un contrôle social de plus en plus renforcé s'est manifestée avec éclat lors de l'adoption de la loi Peyrefitte. Mais nous n'en sommes qu'au début. Ce qui est visé c'est l'ensemble des rouages de la société. Pour faire face à cette situation, un nouveau style de lutte s'impose. On ne peut plus se contenter aujourd'hui de grandes campagnes politiques ou humanitaire en général. Elles n'auront aucun sens si humanitaires en général. Elles n'auront aucun sens si elles n'accrochent pas le tissu social réel. C'est ce qui donne toute son importance à la lutte actuelle en faveur des jeunes Maghrébins, dont les objectifs viennent d'être rappelés par Christian Delorme. Elles impliquent aus si l'adoption de comportements militants de type nouveau, ou qui renouent avec ceux des périodes beaucoup plus dures. Nous sommes entrés aujourd'hui dans un nouvelle sorte de guerre coloniale, mais une guerre coloniale interne, une guerre civile coloniale. Son objectif n'est plus simplement une libération nationale, mais une transformation profonde

ANTOINE SPIRE

Nous sommes des dizaines d'intellectusl à avoir signé ce manifeste, qui est pourmoi, plus qu'un acte de solidarité...

Je l'ai signé d'abord en tant que communiste, ex-membre du PCF, que j'ai quitté il y a un mois et demi à propos justement de cette question des immigrés. Intellectuel communiste, je veux témoigner que des milliers de communistes assument la tradition internationalistes du mouvement communiste et refusent la politique du bulldozer de Vitry comme la politique de la délation de Montingy. On le sait très peu car on ne voit de la politique du PCF que celle exposée par la direction et Georges Marchais. Ces communistes encore membres du PCF, pour nombre d'entre eux, se sentent solidaires des jeunes immigrés qui ne peut pas être là aujourd'hui pour des raisons de sécurité. Il s'agit de Mario

Il ne s'agit pas de pleurer sur les immigrés. Ce manifeste est une prise de parti contre des pratiques du gouvernement et de Stoléru, avec lesquelles il faut en finir. Je crois qu'on ne peut plus se contenter de simples dénonciations. Le caractère solennel de ce manifeste vise à montrer me semble-t-il qu'il y a des actes à poser et nous sommes prêts à le faire pour que la population soit plus sensibilisée à ce problème du racisme. Le niveau de racisme aujourd'hui toléré, puisqu'on parle de seuil de tolérance, par certains n'est plus supportable.

Il y a là de la part du gouvernement une politique délibérée face à laquelle il faut poser des actes de résistance.

ECHOS DE MARSEILLE

L'amitié selon la police Marseillaise

Je suis vraiment un type un peu niais. D'ailleurs, j'écoute toujours Adamo en rêvant :

« *sans toi ma mie, le temps est si lourd* », etc ...etc ..., je rêve de l'amour éternel et de la chanson douce en suçant mon pouce.

Alors quand Marseille s'est habillée en costume de soirée pour recevoir Alger, j'ai pleuré :

« *Fini le racisme, on s'embrasse tous comme des frères et des soeurs. Le printemps méditerranéen. La méditerranée lac de paix. Je te donne mon couscous et prends ma bouillabaisse. Marius raconte des blagues à didou qui fait semblant de marchr. C'est l'amitié, les chansons, la musique, les ballets super, surtout l'hotesse qui présentait, le cinéma, l'exposition des timbres, quelle ambiance !* »

Au café le Français, sur le cours Belzunce, (ex rue Didouche Mourad), les rencontres et les projets vont bon train. C'est véritablement les échanges méditerranéens.

Au delà du toast et des petits gateaux, la conférence de presse fut très concrète et très technique. Les deux maires font le point de la situation. D'un côté, une région qui a des moyens mais pas de débouchés (crise du vieux capitalisme) et de l'autre, une capitale qui a une croissance vertigineuse dont un énorme marché potentiel, et qui manque de moyens pour rattraper le retard (crise du jeune socialisme).

Tout est donc possible. Il fallait être de jeunes technocrates fûtés pour le comprendre avant tout le monde et l'imposer au maire qui a écouté longtemps d'une oreille distraite. Ces jeunes gens zélés ont convaincu le maire et les élus marseillais. L'accord est en place. Petit à petit, se met en marche une structure de coopération.

Tout serait donc dans la logique des choses s'il n'y avait l'épine de l'immigration.

Donc, nous étions tous assis au Français à célébrer les jours heureux et le printemps, quand les balles se mettent à siffler.

Les policiers en retard d'une politique, ne comprennent rien. Ils tirent. Peut-être est-ce leur manière de faire la fête.

Un homme qu'ils poursuivent leur échappe. Rue Collart, c'est la panique. Les gens se couchent par terre.

Est-ce un dangereux malfaiteur ? Un nouveau Mesrine ? La poste vient-elle d'être dévalisée ? Nous n'avons pas le temps de répondre à toutes ces questions car soudain surgit un jeune homme au maximum de sa course suivie de très très près par deux gaillards. L'un le poursuit, l'autre tente de le prendre à revers. Il réussit à s'échapper dans les petites rues. La foule est très nombreuse à cette heure-ci. Les policiers rentrent leurs colts.

Quelques heures plus tard, ils arrivent à retrouver le jeune homme. Ils l'emmènent à l'évêché et là, ils vont essayer de lui faire avouer des tas de forfaits. Il nie, tant et si bien, que ces messieurs vont devoir lui faire parler. Ils vont le frapper de manière scientifique. C'est une science que de donner des coups sans laisser de traces. Ils lui ont mis une sorte de masque et ils frappent à des endroits précis. D'autres témoignages parlent de serviettes mouillées.

Une fois le jeune homme bien étourdi, il est montré à un médecin de garde qui en conclut à un délire de persécution. Mais qu'avait-il à répéter dans un état semi-conscient, le regard fixe :

« *Ils veulent me tuer, ils veulent avoir ma peau* ».

Il est conduit à l'hopital psychiatrique où il est neuroleptisé à bloc. Il refuse de se faire traiter. On le soigne de force. La loi le déclare : *Dangereux pour lui-même et pour les autres. Il faut qu'il s'exécute. Il est conduit en cellule.*

Pendant plusieurs jours, on l'oblige à se traiter. Une surveillance musclée le regarde avaler les médicaments.

« *Cela va te donner les idées claires mon petit, bois mon petit* ». Il boit les médicaments, mais refuse de s'alimenter. Il veut téléphoner à sa famille. Au bout d'un moment, il obtient ce droit.

Sa famille arrive et tente de prouver qu'il n'est pas fou. Il réussit enfin à s'évader et maintenant, il se planque.

J'avais oublié de dire que ce jeune homme est un jeune Algérien venu à Marseille il y a une vingtaine d'années.

Pendant ce temps-là, la Méditerranée n'a pas cessé de jouer avec ses galets. L'amitié s'est renforcée. Buvons un bon coup avant qu'il ne soit trop tard. Je crois que je vais aller écouter Adamo :

Tombe la neige tu ne viendras pas ce soir
Et mon coeur s'habille de noir.

Abdallah Ben Aissa

ORLEANS :

Les enlèvements-expulsions

Le mercredi 8 avril dernier à cinq heures du matin, les résidents du foyer « La Mouchetière » sont réveillés par des appels au micro : « *Oh les nègres et les bougnoules, réveillez-vous. Nous avons une bonne soupe à vous donner* ». Le foyer de travailleurs immigrés était cerné par près de 150 CRS. L'identité de tous les résidents a été contrôlée. 98 personnes sont emmenées par la police. Ils passeront toute la nuit, couchés sur le béton dans le garage des CRS.

Parmi eux, 51 personnes sont retenues. 41 Maliens seront expulsés de France dans la journée de lundi.

Pour le reste, il s'agit de Sénégalais, à qui les autorités reprocheraient d'avoir de faux papiers. Ils passeront en justice le 22 avril prochain. Nous ne savons pas ce qui est reproché aux travailleurs maliens expulsés. La décision ayant été prise par le préfet. Alors que pour les Sénégalais, c'est à la justice de se prononcer. Et ils ont évidemment la possibilité de se défendre.

D'autant qu'ils affirment, que pour eux, ce ne sont pas des faux papiers, puisqu'ils les ont acheté à des inspecteurs de l'administration.

Ils expliquent que « *les inspecteurs nous donnent des rendez-vous dans des bistrots. Et contre 3000F, ou 3500F, on nous donnait une carte* ». La filière est connue. Dans d'autres endroits, le trafic de faux papiers eux-mêmes, qui sont doublement pénalisés, sans aucun moyen de recours ou de défense.

A Orléans, il semble que la préfecture entame ainsi une nouvelle politique « *d'incitation au retour* », (comme l'a déclaré le président de la République lui-même). Sauf que ces incitations ressemblent plutôt à des « *enlèvements-expulsions* ».

Photo ANNICK

MASSY :

Expulsion de résidents

Bouclage systématique du foyer Sonacotra de massy contrôle et arrestation de 63 résidents d'ouvriers immigrés sans papiers, trois résidents expulsés sur le champ, non renouvellement des cartes de séjour et de travail pour les chômeurs comme s'ils étaient responsables de la crise. Profitant de l'absence de travailleurs algériens, retournant vers leurs familles éprouvés par le séisme d'El Asnam, la Sonacotra augment le prix des loyers, mais ne tient pas ses promesses d'effectuer les travaux justifiant cette haus se malgré les accords passés entre les résidents et la Sonacotra.

Les résidents ont donc refusé cette hausse énorme de 53% en un an, de plus de 42 résidents qui sont des cas sociaux (maladie, chômage, accident du travail. 60 d'entre eux ont déjà été condamnés le 30 octobre dernier à l'expulsion dès la fin de l'hiver, donc maintenant...

Malik

PARIS :

« *Entends-tu leurs cris* »

Une brochure du Secours Catholique parue ce mois-ci illustre par l'exemple la vie et les pérégrinations de « *...tous ceux qui sont venus en France au cours des vingt ou trente dernières années, qui ont travaillé pour elle,... qui lui ont donné une bonne partie de leur vie d'homme, qui l'ont aimée, et qui ne voient plus d'issues...* ». S'inspirant de l'Evangile, la brochure rappelle l'itinéraire de Jésus et sa parole : « *j'étais émigré et vous m'avez accueilli* ».

Elle relate avec abondance les situations les plus fréquentes où peut aboutir le destin d'un immigré en France aujourd'hui.

Ainsi Abdelkader arrivé en France à 21 ans en 1962, père de trois enfants. Ayant perdu deux doigts à la suite d'un accident de travail, il va connaître une suite continue de dévalorisations personnelles et sociales, pour finir à l'âge de quarante ans handicapé et avec seulement une rente de 400F par mois. D'autres histoires parcourent ce bulletin comme : une journée à la préfecture de Paris, l'histoire d'Ali, etc...

« *Paris, entends-tu leurs cris* », *bulletin de liaison du Secours catholique de Paris — avril 81, 4 rue Daubigny 75017. Tél 622 19 43.*

AIX EN PROVENCE :

Une mère de famille menacée d'expulsion

Nous venons d'avoir connaissance de mesures d'intimidation graves de la part de certains services de police d'Aix à l'encontre d'une femme algérienne, mère de 3 enfants - dont deux son naturalisés français- dans le but de l'obliger à repartir en Algérie.

Madame Hakima Kessab est algérienne, mariée à un marocain travaillant régulièrement en France, mère de 3 enfants :

- le premier enfant, issu d'un premier mariage, est de nationalité algérienne,
- les deux autres enfants (dont le dernier a 8 mois) sont naturalisés français.

Elle est en France depuis 1976, à Aix depuis 1977. En juillet 77, les services de police d'Aix lui confisquèrent le récépissé du dépôt de la demande de régularisation (récépissé délivré par la préfecture de Digne).

Depuis, elle allait régulièrement au bureau de police pour obtenir la régularisation de sa situation.

Vendredi 20 mars, alors qu'elle retournait à nouveau au bureau de police, on lui répond oralement que sa régularisation est refusée et qu'elle a 8 jours pour quitter le territoire ...

Par ailleurs, vis-à-vis de l'Algérie et du Maroc (nationalité de son mari) la situation de la famille Kessab est la suivante :

- le consulat du Maroc ne reconnait pas le mariage, car il n'a pas eu lieu devant les autorités marocaines, il ne reconnait pas non plus le premier enfant qui est algérien ;
- le consulat d'Algérie ne reconnait pas les deux derniers enfants nés en France d'un mariage avec un marocain.

Il faut de plus savoir que les relations entre l'Etat marocain et l'Etat algérien sont des plus tendues : les marocains n'ont pas le droit de pénétrer en Algérie, ni les Algériens au Maroc.

Renvoyer cette femme en Algérie, c'est donc éclater complètement une famille, avec tout ce que cela entraine de drames humains.

LYON : Des avocats prennent position

Cinquante avocats du barreau de Lyon, dont le bâtonnier Bouchet ont signé cet appel aux candidats à la présidence. Nous en reproduisons ici de larges extraits.

Madame,
Monsieur,

La grève de la faim, courageusement entreprise par un prêtre et un pasteur, à Lyon, a sensibilisé l'opinion à un très douloureux problème que nous rencontrons fréquemment dans notre vie professionnelle d'Avocat, celui des jeunes nés de parents algériens avant le 1er janvier 1963 sur le territoire français métropolitain ou y résidant depuis leur plus jeune âge.

Bien que nés en France et ayant vécu depuis dans une civilisation de consommation beaucoup plus opulente que la civilisation algérienne, ayant été scolarisés et éduqués sans avoir la possibilité d'apprendre à lire et à écrire la langue arabe, langue officielle en Algérie, ni pour la plupart de connaître les préceptes de la religion musulmane, ils sont considérés par la loi française comme des jeunes Algériens et sont soumis pour le cas où ils commettraient la moindre infraction au risque d'une expulsion qui, dans cette hypothèse, ressuscite les affres d'une peine écartée du Code Pénal depuis plus d'un siècle : le *bannissement*.

Quel que soit le souci humanitaire de l'Administration, réel dans nombre de cas, il n'est pas douteux que le pouvoir arbitraire dont elle dispos e vis à vis de cette catégorie de la population est générateur d'un très grave danger pour la liberté et la sécurité de toute la population française.

Il n'est pour s'en convaincre que de comparer la fragilité des causes de certaines demandes d'expulsion (refus de régularisation des papiers d'un jeune homme renvoyé dans une Algérie qu'il ne connaît pas par un père à l'occasion d'un remariage — série de larcins commise par des adolescents mineurs pénaux — retard dans le remboursement d'une somme de 1400F à la Sécurité Sociale qualifie de « *menace pour le crédit public* » (sic)...

...Cette situation est d'autant plus grave qu'à côté des procédures d'expulsion recensées par les statistiques officielles, il existe bon nombre de cas de jeunes plongés dans l'angoisse par le fait qu'à l'occasion d'un contrôle quelconque leurs papiers leur sont momentanément retirés.

On mesure aisément les conséquences qu'une telle angoisse peut avoir sur le comportement d'un jeune au surplus soumis à des contrôles policiers de plus en plus fréquents.

Il n'est pas rare de constater qu'à cette permanente agression administrative répondent des crises sporadiques d'agressivité de certains jeunes.

Il est clair qu'en période de difficulté économique, il appartient à ceux qui sont appelés aux plus hautes charges de l'Etat de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le risque de voir revivre les premiers chapîtres de l'Holocauste.

Ce devoir est d'autant plus impérieux que l'expérience quotidienne des prétoires démontre que, loin d'être un remède à une menace pour l'ordre public, l'expulsion des jeunes « Algériens » nés ou éduqués en France est une cause d'insécurité.

En effet, la quasi totalité des jeunes Maghrébins expulsés (quatre sur cinq suivant un recensement effectué par l'Archevêché d'Alger) n'ont plus de famille proche ou de point d'ancrage en Algérie.

Ils reviennent donc en France illégalement.

Certains utilisent une fausse identité.

D'autres se cachent purement et simplement.

Certains d'entre eux, les plus rares, peuvent être entretenus par leurs proches qui se trouvent en France et qui s'exposent ainsi à des poursuites pénales.

D'autres n'ont même pas cette faculté tant leurs parents sont de condition modeste et chargés de famille.

Se trouvant dans l'impossibilité d'effectuer un travail régulier, ils sont condamnés à vivre d'expédients et bien souvent ceux qui n'étaient que des adolescents confrontés à la délinquance par des difficultés passagères sur le plan familial ou scolaire sont conduits par la situation de hors la loi qui leur est imposée à une délinquance beaucoup plus grave.

De nombreuses illustrations pourraient, hélas, être apportées.

Face à une telle situation, il semble que la meilleure solution soit de reconnaître à ces jeunes gens la nationalité française.

il est vrai qu'en vertu du Code de la Nationalité algérienne, ils disposent également de cette nationalité.

Mais c'est également le cas des enfants nés en France de parents algériens après le 1er janvier 1963 à qui les autorités françaises reconnaissent la nationalité française mais dont la situation au regard du service militaire n'a pas fait l'objet, semble-t-il jusqu'à ce jour, de négociations avec la République Démocratique Algérienne.

Une note juridique sur cette question de nationalité est jointe à la présente lettre.

Elle démontre qu'apparemment aucun obstacle diplomatique ne s'oppose à une loi interprétative.

Quoi qu'il en soit, il est urgent de modifier la politique actuelle en ce qui concerne les jeunes Algériens nés ou éduqués en France sous peine de voir se dégrader notre respect des libertés individuelles et d'engendrer artificiellement une plus grande menace pour la sécurité publique.

ZRAN

Le Garrec : Le soutien du PS

Je suis ici en entière solidarité avec le combat que mènent les grévistes de Lyon, et pour montrer notre détermination et notre volonté pour donner à toute la population immigrée en France des droits qu'ils n'ont pas. Je crois que c'est un des grands enjeux de la bataille actuelle et des batailles à venir et je voudrais dire qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de solidarité, qui est évidente, mais la dimension politique est encore plus grande.

Il s'agit de mener une lutte pour les droits et pour la dignité des immigrés mais il s'agit aussi de voir que la situation actuelle faite aux travailleurs immigrés est non seulement indigne, injuste mais elle est aussi le révélateur de ce que peut être demain le sort d'autres catégories sociales en France. A travers les luttes que nousmenons pour la reconnaissance des droits qui n'existent pas, pour la dignité des immigrés, nous menons fondamentalement une lutte pour l'élargissement des libertés de plus en plus dans notre pays.

C'est en cela que cette lutte est fondamentale. Demain, c'est l'ensemble des libertés qui est menacée. Nous n'avons pas le droit de mener cette bataille, menacée par des gens courageux.

Paris : un comité de soutien a été créé. Il a décidé d'entamer un jeûne de solidarité aux grévistes de la faim de Lyon, qui a débuté hier vendredi 17 avril à l'église de Saint-Méry, située dans la rue de la Verrerie près de Beaubourg.

Une lettre ouverte aux candidats à la présidence a été rendue publique par les signataires du manifeste contre la France de l'apartheid.

Montargis : Depuis le 4 avril une série de Jeûnes quotidiens accompagnée d'envois de télégrammes de soutien à Lyon a été entamée.

Du 24 au 30 avril, une grève de la faim d'une semaine se prépare.

Par ailleurs, la population est appelée à envoyer une lettre au ministre de l'Intérieur, reprenant les exigences de Lyon. Un débat public est organisé le 27 avril au soir. Pour tous contacts : Comité de soutien de *Montargis*, tél. (38) 93 13 73:

Lyon : Le comité de soutien souhaite que la journée du 25 avril soit une journée nationale de jeûne dans toute la France. Une manifestation est prévue pour la journée du 22 avril. Une conférence de presse pourrait se tenir dans la journée du 21 avril. Un concert est aussi en préparation. *Comité de soutien : tél (16 7) 872 53 04.*

Pour tous contacts : *Sans Frontière*

Valence : un comité de soutien a été créé. Des jeûnes de solidarité sont organisés à partir de vendredi au foyer Balzac, près de la gare de Valence. Pierre Ferot et Odile Favra entament une grève de la faim. Un gala est organisé, avec un groupe de chanteurs immigrés, et un chanteur libanais le vendredi 17 avril.

Aix en Provence : Diverses organisations se sont réunies et ont rejoint le collectif immigré. Ils vont entamer un jeûne de solidarité.

APPEL :

Lettre ouverte aux candidats

Depuis le 2 avril, un jeune « immigré » Hamid B., un prêtre, Christian Delorme et un pasteur, Jean Costil risquent leurs vies dans une *grève de la faim illimitée* pour obtenir, à l'aube du nouveau septennat, la publication d'un texte juridique stipulant que « les enfants nés en France de parents d'origine étrangère, ou qui y ont passé l'essentiel de leur jeunesse, ne peuvent être expulsés du territoire français ».

Chaque année en effet —et celle-ci plus que toutes les autres — des milliers de filset de filles de travailleurs immigrés surtout maghrébins qui ne sont eux-mêmes ni encore travailleurs ni, de fait, immigrés, sont bannis de ce pays où ils ont toutes leurs attaches et où ils tiennent à vivre, pour être rejetés vers des pays qui leur sont presqu'inconnus, même s'ils furent ceux de leurs parents.

En passant cette génération à la trappe, en la transformant en « génération boat-people », la France commet là un véritable génocide moral. Elle se rétrécit anachroniquement et devient une « terre d'apartheid » au moment même où l'évolutin des sociétés développées va dans le sens de la multiracialité. Feindre de l'ignorer c'est prendre la responsabilité de déclencher ici des explosions semblables à celle de Brixton. On comprendra alors que la grève de la faim de Lyon était la dernière chance de la non-violence.

Nous attendons de vous que vous vous prononciez clairement et publiquement, avant l'échéance électorale, sur cette question brûlante qui engage le vrai choix de la société de demain.

Les collectifs de soutien à la grève de la faim de Lyon
Les signataires du « Manifeste contre la France de l'apartheid »

APPEL DES « 51 » :

Professeur Alexandre Minkowski
André Jeanson
Marek Halter
Michel Butel
Yves Montand
Simone Signoret
Michel Foucault
André Gluksmann
Michel Tournier
Annie Goldmann

Christiane Rochefort
Jean Paul Dolle
Bernard Boudouresque
Siné

Deuxième liste

Leila Sebbar
Bashung
Sapho
Roger Blin
Marcel Ophüls
Michel Deville
Michel Mitrani
Claude Faraldo
Simone Dreyfus
Brigitte Castanier
Hugues Jean de Dianoux
bernard Vernier
Luc Moullet
Marguerite Duras
Micheline Presle
Catherine Sauvage

ILE MAURICE

Les américains débarquent

La construction de la base US à Diégo-Garcia va bon train. Reagan vient au secours de l'économie mauricienne en difficulté. Une nouvelle ère s'annonce. Capitaux US et « *marines* » débarquent à l'Ile Maurice. Sir Ramgoolam cède aux exigences des déportés de Diégo. Les grévistes de la faim suspendent leur action. Comme on peut le voir, la question de Diégo-Garcia reste au centre des préoccupations des mauriciens.

Les « *Iloises* » qui suivaient une grève de la faim depuis le 16 mars, dans le centre de Port-Louis, capitale de l'Ile Maurice, ont arrêté leur action la semaine dernière (vois SF N° 18). Le premier ministre mauricien, *Sir Seewoosagur Ramgoolam,* de retour d'un séjour à Londres, a fait savoir aux grévistes que son gouvernement débloquait trois millions de roupies (25 000 F) en faveur des réfugiés de Diégo-Garcia.

Cette mesure faisait suite à celle qui avait ordonné la libération sous caution des sept femmes arrêtées le 27 mars alors qu'elles participaient à une manifestation de soutien aux grévistes de la faim. Sérieusement malmenées par les soldats de la RIOT, elles avaient été conduites aux Casernes Centrales. L'une d'elles, Mme Charlesia Alexi, âgée de 46 ans, devait être hospitalisée à cause d'une blessure profonde à la tête. Leurs avocats ont déclaré qu'elles seront traduites sous peu en justice pour avoir troublé l'ordre public, en vertu de l'application de la loi d'exception dite du POA, Public Order Act. Elles encourent une peine pouvant aller jusqu'à six mois d'emprisonnement.

De son côté, le Comité de soutien aux grévistes de la faim a annoncé que les autorités mauriciennes avaient accepté de financer le voyage d'une délégation d'Ilois à Londres pour que ceux-ci puissent rencontrer un membre du gouvernement britannique.

Les Ilois réclament en effet huit millions de livres sterlings d'indemnités à la Grande-Bretagne.
Dans leur esprit, le versement de ces « *compensations* » ne doit nullement aliéner leur droit à retourner dans les iles de l'archipel des Chagos d'où ils furent délogés sans ménagement par les Britanniques à partir de 1969.

La location Diégo-Garcia par les américains impliquait que les Chagos soient inhabitées. Pour respecter cette clause, les britanniques ont exproprié les deux cents familles créoles qui les peuplaient depuis deux siècles. L'Ile Maurice et leur terre d'exil forcé où ils survivent misérablement dans des bidonvilles appelées « *largères* ».

D'ailleurs, des pourparlers ont commencé entre les Ilois et un représentant de Mme Thatcher, Me Bernard Sheridan. Celui-ci offrait, il y a un mois, 1 250 000 livres sterlings comme solde de toute compensation. La somme exigée par les grévistes est donc bien supérieure à celle proposée par Me Shéridan.

Des entretiens de Sir Ramgoolam avec Mme Thatcher, à propos de la rétrocession de Diégo-Garcia à l'Ile Maurice, rien n'a été publié. Selon les observateurs, un accord pouvait aboutir, toutefois, pour permettre à l'Ile Maurice de renégocier avec le gouvernement américain les conditions de la location des Chagos.

L'administration Reagan a fait savoir, de son côté, qu'elle ne voyait pas d'inconvénient à une telle renégociation pourvu qu'elle ne remette pas en cause le principe de la construction d'une base navale à Diégo-Garcia.

L'« *International Herald Tribune* » *du* 4 avril, rend compte des points de vue divergents du chef d'état malgache et du premier ministre mauricine. Ce dernier déclare : « *La présence américaine à Diégo-Garcia est justifiée. L'Union Soviétique fait un grand effort pour destabiliser l'Océan Indien. Mon gouvernement s'est donné pour tâche de veiller à ce que cela ne se produise pas.*

De fait, les américains débarquant en force à Maurice. Une délégation de 28 hommes d'affaires est arrivée par avion spéciale fin mars. Les entreprises chargées de la construction des installations de la base US (la plus importante dans la région) doivent recruter des travailleurs mauriciens. Sir Harold Walter, ministre des affaires étrangères de Maurice a annoncé que les USA accordaient 2 millions de dollards pour soutenir l'économie mauricienne.

Enfin, le porte-avion géant, « *USS Independance* » a mouillé du 3 au 7 avril dans la rade de Port-Louis.

Jusqu'ici, discrets, les américains semblent aujourd'hui déterminés à s'installer à maurice. Aussi des voix se font entendre dans le PMSD, parti de la coalition au pouvoir, pour qu'un centre de loisirs soit construit de toute urgence à Mahébourg pour les « *marines* » en détente.

IRLANDE DU NORD :

Un membre de l'Ira élu Député

Bobby Sands, porte-parole des prisonniers républicains à la prison de Long Kesh où il observe une grève de la faim depuis le 1er mars vient d'être élu député du Comté de Fermanagh et South Tyrone au parlement britannique. Candidat unitaire de la communauté catholique, il a bénéficié de l'absence de candidat du SDLP Modéré ainsi que du désistement et du soutien de Bernadette Devlin-Mc Aliskey, ce qui ne saurait minimiser la portée d'une telle victoire pour le mouvement républicain. En effet, à l'heure où Londres a trahi ses engagements concernant les détenus républicains de Long Kesh en refusant d'appliquer l'accord passé le 18 décembre dernier, obligeant ainsi Hobby Sands et ses camarades à entamer une nouvelle grève de la faim, les autorités britanniques se voient privées d'un de leurs arguments habituel, selon lequel les combattants de l'armée républicaine irlandaise seraient de vulgaires bandits ne bénéficiant d'aucun soutien de la population.

Aucune des 5 revendications qui correspondent de facto au rétablissement du statut politique (port de vêtements civils, exemption de travail pénitentiaire, droit de réunion avec les autres prisonniers politiques, droit à l'éducation choisie, droit à une visite, une lettre et un colis par semaine, rétablissement des remises de peine) n'a été accordée aux détenus de Long Kesh, ce malgré l'affirmation publique de H. Atkins, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord selon laquelle els prisonniers pourraient porter leurs propres vêtements. Ainsi fut mis fin à 53 jours de la grève de la faim, Sean Mc Kenna qui a failli mourir en gardera des séquelles toute sa vie. Malgré la bonne volonté manifestée par les détenus républicains, notamment l'arrêt de la grève de l'hygiène, les réformes accordées tardèrent à s'appliquer.

Au bout de 10 semaines, leurs conditions de détention n'ayant pas changé, les prisonniers s'estimèrent trompés, un des leurs Bobby Sands Commença alors une nouvelle grève de la faim. Il fut rejoint le 14 mars par Francis Hughnes, et le 22 par Joseph O'Hara et Raymond Mc Gresh.

Le nouveau député du Fermanagh-South Tyrone qui purge une peine de 14 ans de prison pour « *détention illégale d'arme à feu* » est dans i'incapacité d'accomplir son mandat. Non qu'un prisonnier ne puisse siéger à Westminster, c'est chose possible depuis un amendement à la loi de 67, mais les autorités pénitentiaires peuvent le garder en prison, subtilité du droit britannique ...

Un tel cas ne s'était pas vu depuis 1955 où un prisonnier républicain avait également été élu député, les élections furent alors annulées, Mitchell fut élu à nouveau, mais en violation flagrante de la démocratie, Londres décida alors d'accorder le siège au candidat unioniste battu.

Dimanche, Bobby Sans a mis en garde ses collègues de Westminster contre toute tentative d'annuler son élection en regard avec la démocratie. Le week-end a été chaud à Belfast au cours d'une manifestation pour fêter la victoire du leader des prisonniers républicains, les affrontements avec la police ont fait 6 blessés du côté des « *forces de l'ordre* » 21 manifestants ont été arrêtés. On attend une mobilisation sans précédent pour la commémoration de la révolution de Paques 1916. Bobby Sands sera alors sérieusement en danger de mort.

franck Roussel

PS : La semaine prochaine, nous publierons un entretien avec Fra. Mc Cann, ex-détenu républicain de la prison de Long Kesh.

TUNISIE :

L'heure du multipartisme

Le Congrès extraordinaire du Parti Socialiste Destourien, qui s'est tenu à Tunis la semaine dernière a terminé ses travaux : la Tunisie, par la voix de son Président de la République a admis le multipartisme dans le pays, mettant fin au monopole du Parti qu'il avait lui-même créé.

Le congrès a entériné cette décision qui consacre en fait la personne de M. Mzali, actuel premier Ministre et sa politique d'ouverture.

Comme prévu, les différentes tendances co-existent toujours bien que celle que représentent M. Sayah soit sortie nettement affaiblie. Mais sa présence au Comité Central, issu de ce congrès, témoigne que le courant de fermeté qu'il symbolise est toujours à l'affut, malgré la confirmation de cette option d'ouverture, et son élargissement aux « *Jeunes turcs* » qui font leur entrée au C.C.A. (A. Tlili, et A. Kéfi par exemple). Mais d'ores et déjà, le choix, par le Président, des membres du Bureau Politique, confirmera, s'il en est besoin, que la période de transition n'est pas encore terminée.

Il y aura en effet des représentants des tendances affirmées ; les membres du futur gouvernement qui seront annoncés vers la fin du mois d'avril indiquent beaucoup mieux l'état des rapports de forces et la volonté de M. Habib Bourguiba.

De ce fait, la marge de manoeuvre de l'opposition démocratique (ou légale) s'est élargie. Un consensus semble s'établir. La personne du Président de la République est « *au dessus de toute critique* ». Tout le reste est négociable, et dépend bien évidemment des rapports de forces. L'opposition semble accepter ce « *gentleman aggreement* ». C'est à la demande du congrès « *unanime* » dit-on que cela a été présenté. Il est clair, que cela visait aussi les autres organes d'information qui n'ont pas été interdits (« *El Moustqbal* » par exemple) Car il est clair maintenant, que le journal le « *Phare* » et « Er-Rai » ont été interdits pour avoir « *enfreint* » (aux yeux du pouvoir) ce « *gentleman-agreement* ».

Pour certains, c'est l'apprentissage de la démocratie qui commence. Pour d'autres, c'est un marchandage serré qui s'annonce. Les paris sont ouverts. Mais le peuple Tunisien qui en a vu de toutes les couleurs, dans un passé récent, semble assez mûr, avec sa gouaillerie habituelle, pour surmonter les épreuves à venir. Car la candidature de H. Achour, semble aussi se heurter à ce même « *Gentleman agreement* ». L'avenir de la Tunisie est lui aussi en fonction de son passé.

M. A.

PRÉSIDENTIELLES

DOM-TOM

La gauche française à la recherche de voix

Parmi les candidats se réclamant de la gauche aux élections présidentielles, quatre ont eu ou ont l'occasion de s'adresser directement aux « *électeurs d'Outre-Mer* ».

Huguette Bouchardeau, candidate du Parti Socialiste Unifié, s'est rendu aux Antilles à la fin de l'année 80. Lors de ses contacts et déclarations publiques, elle n'a guère cherché à ramasser de voix, reconnaissant même aux électeurs de gauche de ces pays le droit à l'abstention. Il faut dire que dans le cas d'une attitude contraire, elle partait battue d'avance car aucun courant politique ne semblait prêt à lui accorder un quelconque soutien. Néanmoins, il est bon de noter que c'est la candidate du PSU qui, à ce jour, a été la seule à évoquer la répression aux Antilles lors d'une émission télévisée à TF1.

Arlette Laguiller n'avait, elle aussi, guère à espérer de l'électorat d'Outre-Mer. D'ailleurs, les dirigeants de Lutte n'ont pu que s'incliner devant la décision de leurs amis politiques de Combat Ouvrier qui pronent l'abstention aux Antilles.

Une situation générale défavorable pour la gauche

Ne reste à examiner que le cas des deux grands de la gauche française. Mais avant tout, de manière générale, on peut dire que la gauche française va pâtir d'une importante défection de l'électorat anticolonialiste (généralement le sien) de DOM—TOM. A y regarder de prêt, ceci est logique. Les anticolonialistes des DOM—TOM ont été plus que quiconque dégoutés et surpris par la division de la gauche française et la violente polémique qui s'ensuivit. Parmi ceux qui espéraient une victoire de la gauche en France pour les aider dans leur propre combat, il ne restait plus qu'à compter sur eux-mêmes en jurant qu'on ne les y reprendrait plus. Mais l'essentiel réside dans le fait que la radicalisation du conflit de moins en moins larvé dans les DOM—TOM et en particulier aux Antilles-Guyane et en Nouvelle Calédonie a obligé beaucoup d'anticolonialistes, jusque là portés à un assimilationisme de gauche de bon aloi, à revoir à fond leur stratégie et tactique électorale. Ceci allant à l'encontre des intérêts électoraux de la gauche française. Autre élément, ce qu'il est convenu d'appeler le « *camp patriotique aux Antilles et Guyane* » s'est considérablement renforcé depuis 74 et ce courant n'a jamais cessé de prôner l'abstention aux élections nationales françaises. Enfin, le climat de répression et d'exception existant dans les principaux DOM—TOM et qui s'est accru ces derniers temps (à l'exception de la réunion où la situation semble plus calme) ne pousse guère les anticolonialistes à croire à la grande efficacité du bulletin de vote pour le moment. Les faits du GLA en Guadeloupe, les nombreux actes de terroristes en Guyane, la violence en Nlle-Calédonie le montrent bien. Le sentiment général des anticolonialistes est que l'essentiel pour eux est d'augmenter la capacité de résistance de leurs peuples en faisant progresser la conscience nationale et donc en se démarquant de plus en plus de la gauche française. Ce sentiment est d'autant plus fort que cette dernière perdue dans ses querelles et ses comptes d'apothicaires n'a guère pensé à enclancher des actions de solidarité avec les victimes de la répression coloniale. Le silence de *Combat Socialiste* et de l'*Humanité* lors des derniers évènements de Guadeloupe est à cet égard exemplaire. Ainsi donc, à quoi bon voter pour une gauche qui ne pense à vous que pendant les élections et dont la conception de la solidarité est à sens unique.

Les malheurs du PCF

Mais il est incontestable et surprenant de constater que c'est le PCF qui risque le plus de pâtir de cette situation. Et pourtant, le PCF reste le seul à être clair sur la question du droit à l'autodétermination. Et pourtant, le PCF avait pris ses précautions.

Dès le lendemain de 78, le PCF s'est mobilisé pour s'adsurer et trouver d'éventuels soutiens à son candidat. En premier lieu en direction des PC existant dans les DOM (Martinique, Guadeloupe et Réunion). Ainsi fut offert un poste de député européen à P. Vergès œdu PC réunionnais, dont les relations avec le PCF ont connu des périodes tendues. Des délégations à haut niveau allèrent rendre visite aux trois partis frères : Marchais alla à la Réunion pour enfin savoir qu'il existait des colonies françaises, M. Gremetz se rendit plusieurs fois aux Antilles, les PC antillais eurent droit à des membres du Bureau Politique à leurs Congrès. Pour clore le tout, le PCF fit des pieds et des mains pour réaliser une rencontre des quatre secrétaires généraux en juillet 80 à Paris. Rencontre où la proposition essentielle du PCF fut ... un voyage de Marchais aux Antilles en février 81, deux mois avant les présidentielles !

Le deuxième temps de l'offensive du PCF fut en direction de mouvements anticolonialistes non-communistes. Le dévolu fut jeté sur l'Unité Guyanaise et le PALIKA de Nlle-Calédonie. Là aussi, rencontres, « *aides fraternelles* », déploiement de charme furent mis en train pour assurer l'avenir de mai 81.

A l'heure du bilan, les résultats sont maigres et mêmes catastrophiques. Le PCF n'a non seulement pas conservé ce qu'il était en droit d'espérer, mais en plus n'a rien gagné de ce qu'il escomptait. Parmi les PC, celui de la Réunion n'a pas déçu, il fera campagne pour Marchais ? En Guadeloupe, après six mois d'affrontement suicidaire, le courant pro-PCF a gagné une victoire à la Pyrrhus en arrachant le vote Marchais. Mais en Martinique, le PC de ce pays qui sous peu était l'un des plus fidèles à Colonel Fabien a décidé de passer outre et d'appeler à l'abstention. Quant à l'Unité Guyanaise, elle aurait tout simplement refusé de recevoir les émissaires du PCF venus expliquer les vertus du vote-Marchais.

Enfin, le PALIKA a déclaré qu'il ne ferait campagne pour qui que ce soit.

Le PS : un brouillard qui semble servir

Du côté du PS, la situation est plus simple, et plus complexe. Plus simple car le PS dispose de fédérations inféodées dans quatre des cinq DOM et Mitterand bénéficie d'un capital de sympathie dans la plupart des TOM. Complexe car la position du PS est loin d'être claire en ce qui concerne l'avenir des DOM et TOM.

Dans le dernier cas, cela va plus ou moins bien. Le projet Socialiste et le livre du candidat socialiste reconnaît aux TOM le droit à l'indépendance. En revanche, pour les DOM, c'est le brouillard le plus épais. Les fédérations domiennes ont fait soutenire à la direction du PS un projet de loi dont le caractère anticolonialiste est loin d'être évident. D'une part, le fait colonial y est passé sous silence, d'autre part, la principale innovation est de remplacer les actuels conseils généraux et régionaux par ... un conseil départemental. Non seulement ce projet ne change en rien les rapports entre la France et les actuels DOM, mais en soi, il nie le principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, car il admet que ce serait à l'Assemblée Nationale Française de décider du statut desdits DOM.

Autre problème. En dépit des déclarations publiques, la direction du PS sait le faible poids politique des fédérations socialistes dans les DOM. Peu de militants, regroupement de notables, hétéréogénéité politique, ces fédérations ont une incapacité à se situer politiquement à cause du manque de clarté quant à la question du statut. Ecrasées entre la droite départementaliste et les partis anticolonialistes, elles rejettent l'indépendance et même l'autonomie et semblent pencher pour une départementalisation de gauche. D'ailleurs, elles trouvent un écho chez bon nombre de dirigeants nationaux du PS qui avouent vouloir garder dans le giron français, la plupart des DOM, rejetant ainsi toute revendication nationale dûes selon eux à la faillite de la droite et non à la volonté émancipatrice des peuples.

Mais électoralisme oblige, sachant le peu de poids de leurs fédérations, la direction du PS est allée chercher des soutiens. Franceschi, membre du Comité Directeur à son arrivée en Guadeloupe, en mars 81, avait lancé un appel à voter Mitterand aux nationalistes et communistes de cette région. Dans cette quête de soutien, le PS et ses délégués n'ont pas mal réussi. Certes, il ne fallait pas s'attendre à grand chose en Réunion et en Guadeloupe, où le résultat est nul. Le soutien du PS Guyanais n'est pas aussi une surprise, bien que le courant abstentioniste dans ce parti se soit montré plus important qu'on ne s'y attendait. Mais les plus beaux fleurons sont sans conteste le soutien du Parti Progressiste Martiniquais et l'Union Calédonienne.

Ainsi Mitterand pourra glaner des voix un peu partout. A droite grâce aux discours assimilationistes des fédérations locales et chez les nationalistes avec la caution d'un homme comme Césaire, et même dans l'électorat communiste comme à la Réunion grâce au maintien de la popularité du candidat socialiste qui reste aux yeux de beaucoup le candidat de l'Union de la gauche de 74.

En résumé, Mitterand semble mieux placé que Marchais dans les DOM—TOM. D'ailleurs, si le PCF n'envoie guère d'émissaires importants Outre-Mer, le P.S. met le paquet : Mauroy aux Antilles, le Sénéteur Parmentier à la Réunion, le Député Forni en Nlle Calédonie et peut-être même, fait-on courir le bruit, le candidat lui-même entre les deux tours aux Antilles.

Dans la recherche des voix Outre-Mer, le PS semble avoir gagné à gauche.

Neg Mawon

DOM-TOM

Les anticolonialistes et les élections

Ici, nous ne prenons en compte que les pays (départements ou territoires) où existent des mouvements autonomistes ou indépendantistes non négligeables. On constate que dans tous les pays, l'échéance présidentielle française confirme la division des mouvements anticolonialistes nationaux. Entre le soutien à F. Mitterand ou à G. Marchais et l'appel à l'abstention, les partis anticolonialistes de ces pays se sont éparpillés. Les conséquences de ces divisions seront peut-être lourdes à plus ou moins long terme. Par exemple, l'absence d'unité des organisations du « *Front Indépendantiste Néocalédonien* » pose des problèmes quant au maintien de ce cadre unitaire. Mais de manière générale, l'ampleur des appels à l'abstention, plus nombreux qu'en 74, illustre bien l'évolution radicale qui se manifeste dans certains pays. Evolution engendrant des surprises de taille. L'une des plus importantes est à la Martinique où le PC national appelle à l'abstention en dépit des pressions du PCF alors que le Parti Progressiste Martiniquais d'Aimé Césaire soutient F. Mitterand bien qu'étant jusque là d'un nationalisme pointilleux.

Soutien à François Mitterrand

Guyane : Parti Socialiste Guyanais (autonomiste)
Guadeloupe : néant
Martinique : Parti Progressiste Martiniquais
Réunion : néant
Nle Calédonie : Union Calédonienne (indépendantiste)

Soutien à Georges Marchais

Guyane : néant
Guadeloupe : Parti Communiste Guadeloupéen (autonomiste)
Martinique : néant
Réunion : Parti Communiste Réunionnais (autonomiste)
Nlle-Calédonie : néant

Appel à l'abstention

Guyane : Unité Guyanaise, Front National de Libération de la Guyane, Mouvement Guyanais de décolonisation, Gaoule, Frolutar (tous indépendantistes).
Guadeloupe : Union Populaire de Libération de la Guadeloupe et toutes les autres organisations patriotiques (UPG, UTA, UNEEG, UGTG, CEG ...)
Martinique : Parti Communiste Martiniquais (autonomiste) Groupe Révolution Socialiste (1), Combat ouvrier (1), Mouvement Indépendantiste Martiniquais.

Réunion : néant
Nelle Calédonie : Front Uni de Libération Kanack (indépendantistes)

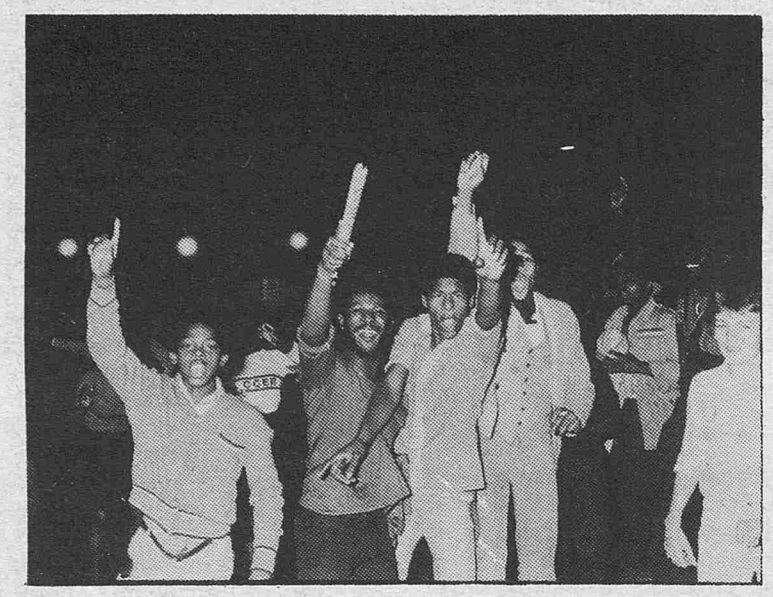
Liberté de vote ou d'abstention

Nlle-Calédonie : Union Progressiste Multiraciale, Parti Socialiste Calédonien, Parti de Palibération Kanak (tous indépendantistes)

(1) Ces organisations sont aussi implantées en Guadeloupe

LONDRES :

La révolte des jeunes de Brixton



Quatre jours d'émeutes et ce n'est pas fini. Une fois de plus, la communauté noire (en majorité antillaise d'origine de la Jamïque) de Londres du quartier de Brixton a riposté aux agressions policières. Depuis tout un tintamarre est apparu dans la presse française. D'un côté la droite française crie qu'elle a eu bien raison d'accélérer les expulsions pour empêcher de tels actes de violence. De l'autre, le PCF est bien heureux de ressortir sa théorie du ghetto générateur de racisme et donc de violence. On a eu chaud. Le bulldozer vous a évité l'émeute. Faisons fi de tout cela. Si il y a eu émeute c'est du fait du chômage qui touche toute la communauté noire, c'est du fait du racisme illustré par le Front National (les amis britanniques de monsieur Le Pen), c'est du fait d'une société fermée, le ghetto n'est pas père mais fils du racisme.

Sans Frontière retournera la semaine prochaine sur les événements de Brixton.

BOURGES :

Grève de la faim des Basques

Depuis vendredi dernier, six basques ont entamé une grève de la faim illimitée à la Cathédrale de Bourges. Cette grève fait suite à l'arrestation de six basques du nord (trois hommes et trois femmes) qui ont été déférés mercredi huit avril devant la Cour de Sûreté de l'Etat après six jours de garde à vue à Bayonne

Les militants arrêtés, inculpés d'atteinte à l'intégrité du territoire, sont actuellement dans l'isolement total dans les prisons de la région parisienne et n'ont pu encore rencontrer ni leurs avocats, ni leurs familles.

Les grévistes de la faim de Bourges, sympathisants des militants inculpés, n'appartiennent à aucune organisation politique et ne prennent pas position sur les moyens que les inculpés auraient employés. Ils exigent l'abolition de la Cour de Sûreté de l'Etat et l'amnistie de tous les prisonniers politiques.

La Cour de Sûreté de l'Etat constitue un viol flagrant de la convention européenne des droits de l'homme : le délai de garde à vue est étendu à six jours, des civils sont jugés par une cour composée en partie de militaires et il est impossible d'adresser un recours individuel auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

L'amnistie est le seul moyen légal de libérer les prisonniers politiques et peut-être promulguée à l'occasion des élections présidentielles.

L'arrestation des basques du nord s'inscrit dans la politique de répression du mouvement basque menée conjointement par le Gouvernement Français et le Gouvernement espagnol ; alors qu'au sud de la frontière la répression s'intensifie avec l'intervention de l'armée espagnole, au nord des dizaines de personnnes ont été interpellées et gardées à vue, des perquisitions sont faites de jour comme de nuit.

Pour lutter contre ces pratiques et soutenir les emprisonnés un comité s'est créé à Bayonne, à Bourges, et à Paris.

Les grévistes de la faim de Bourges demandent et luttent pour la libération de tous les prisonniers politiques (ils sont actuellement 108 dans les prisons françaises). Ils sont soutenus par les militants bretons et par la Ligue des Droits de l'Homme de Bourges ; de nombreux télégrammes de solidarité leur sont parvenus et des centaines de signatures de soutien ont été recueillies.

Comité Laguntza

Pour tous contacts : Grévistes de la faim Cathédrale de Bourges.

GENEVE :

42 Turcs occupent une paroisse

Depuis le 4 mars 81, et après le refus des autorités Suisses, qui ont lancé un mandat de recherche pour expulsion, 42 turcs (kurdes) occupent le Centre Paroissial des Eaux Vives de Genève en se réclamant le droit d'asile, entamant du même coup une grève de la faim pour alerter l'opinion publique.

Le Conseil du Centre accepte cette occupation et prend position « *Tout étranger se sentant menacé pour délit d'opinion doit pouvoir trouver refuge en Suisse, au besoin auprès de l'eglise* » Et le Conseil saisit le Secrétariat de l'Eglise Nationale Protestante de Genève pour régler l'affaire. Celle-ci a entamé des pourparlers avec la Police Fédérale des Etrangers, pour obtenir le droit d'asile à ces 42 turcs.

« *Maintenant, nous savons pourquoi les turcs qui occupent le Centre Paroissial, manifestent une telle panique lorsqu'ils entendent le mot « expulsion » du mandat de recherche ... ils sont des Kurdes ». C'est le Pasteur Jean-Marc Drouin qui s'exprime et il poursuit « il est évident que dans ces conditions, un retour dans « leur » pays est difficilement concevable. Une expulsion vers un pays voisin ne l'est guère plus, car lequel d'entre eux en voudrait ? »*

Le fait d'être Kurde rend leur retour en Turquie vraiemnt problématique. Rien qu'à lire l'article paru le 7 mars dernier, dans l'un des plus grands quotidiens turc, « *Hurryet* » (Liberté) consacré à l'attentat dont étaient victimes des diplomates Turcs à Paris, mentionnent l'occupation des Eaux Vives : 40 personnes, que nous ne pouvons considérer comme turques, ont commencé à faire une grève de la faim. Elles réclament le droit d'asile et se sont réfugiées dans une église (...) Elles choisissent la trahison Turque. « *A bas ces gens-là* » conclut le quotidien à l'adresse du lecteur.

Après que le secrétaire national de l'église protestante genevoise, a entamé les négociations avec la Police Fédérale des Etrangers, du côté des 42 Kurdes, c'est bien sûr l'attente résignée composée d'un espoir qui tente de contenir le sentiment de crainte.

Après une vingtaine de jours d'occupation, la réponse de la Police Fédérale des Etrangers se fait toujours attendre. Ce qui fait monter la tension et la panique à la Paroisse et à ses occupants. Ces derniers adressent une lettre ouverte aux autorités supérieures helvétiques dans laquelle ils leur rappellent que leur vie serait mise en danger en cas de retour en Turquie, en raison de leurs conviction politiques découlant de leurs appartenance à l'ethnie Kurde. « *Nous ne pouvons pas,* écrivent-ils, *comprendre pourquoi le Gouvernement Suisse nous laisse dans une telle situation, situation dont les données sont pourtant aussi limpides* » et ils terminent en affirmant de mettre fin à leurs jours, si satisfaction ne leur est pas donnée. La Police Fédérale des Etrangers a reconnu ces derniers jour, que les menaces de mort pesant sur les 42 kurdes, constituaient un facteur nouveau. Et ce qui les oblige à réexaminer leur cas individuellement et en tous cas, ils resteront provisoirement en Suisse.

Les 42 kurdes occupent toujours le Centre Paroissial des Eaux Vives, en attendant l'autorisation de séjour officielle. Car pour eux, c'est la seule garantie qu'ils ne soient pas expulsés.

Noureddine B.

A.G. des travailleurs sénégalais

Samedi 11 avril 1981, l'AGECA, rue de Charonne, se tenait la coordination annuelle de l'AGTSF (travailleurs sénégalais en France) pour son rapport annuel devant ses membres. Salle pleine, la réunion commence en retard, les « camarades » de la section Courbevoie se sont fait attendre : un ennui de dernière seconde, la classe ouvrière sénégalaise en France reçoit ici les délégations venues de l'hexagone entier, pressée de se compter, de se parler, et de recevoir des nouvelles des autres sections. Costard, cravatte, boubous ou gandouras, tout le monde discute en Malinké ou en Wolof. La séance débute par un discours du secrétaire général, lequel désigné par son voisin président de séance, salue l'assemblée, et lit le rapport d'activité de l'organisation. En introduction, une analyse actualisée de l'immigration sur fond de crise, du chômage, et embraye sur la menace, le racisme ordinaire ou économique qu'utilise les professionnels de la politique en campagne pour désigner des responsables de la crise. Fait particulier, remarquent-ils, la convergence du discours d'extrême droite (Le Pen) et celui du Parti de la classe ouvrière, cite les bulldozers de Vitry.

L'AGTSF récuse Giscard qui promet aux électeurs la possibilité d'inciter l'émigration au retour par la menace d'un chômage non rémunéré, estimant simplement qu'il s'agit d'un droit valable pour tous. Selon eux, que faudrait-il penser du travail et de la situation salariale des Français au Sénégal ? 1400 coopérants gagnent 294 millions d'anciens francs, ce qui représente le tiers du salaire des travailleurs en France. La responsabilité de leur gouvernement dans les conventions est interrogé. Pour rappel , le passage d'Abdou Diouf en mai 79, du Premier ministre en juillet 80 , la venue de Senghor en septembre 80, n'ont favorisé aucune proposition du gouvernement aux doléances de l'AGTSF sur leur situations en France. Même la participation à Dakar en décembre 80 sur invitation au conseil interministériel n'a rien amélioré. Néanmoins l'AGTSF aurait obtenu le départ du conseil de l'époque qu'elle accusait de malhonnêteté. Elle constate au CNPF une tendance à des licenciements massifs sans indemnité de chômage. A l'ONI pressions sur le renouvellement des cartes de séjour.

Suivent des critiques adressées au Consulat dans son fonctionnement. régularisation des passeports plutôt lente et difficile alors que les Libano Syriens, détenteurs du monopole du commerce bénéficient de protection et possèdent à l'occasion trois passeports (français, sénégalais, et libanais ou syrien).

L'AGTSF demande la suppression d'un troisième billet caution qui n'est ni échangeable, ni remboursable en France. A propos de la réinsertion, elle demande aux autorités sénégalaises de les associer aux décisions touchant à leur devenir. Une longue citation des malversations, de certaines adminis trations sénégalaises au détriment de l'immigré : 1079 milliards d'anciens francs d'allocations non payées, des cartes consulaires pour tous et la suppression d'horaires peu praticables pour ceux qui tra/ vaillent le jour, ou en 3/8.

Après le rapport détaillé des finances de l'AGTSF, le vice-consul qui remplaçait le consul a promis des améliorations et indiqué quelques unes déjà en pratique. Par contre il a écarté les questions politiques comme hors du ressort du consulat. La difficulté pour les passeports et sauf-conduits provient selon lui de la durée des télex, réponses et enquêtes servant à dépister les illégalités.

L'AGTSF quant à elle, lutte pour les irréguliers, position défendue par plus d'une section. Le départ précipité du vice-consul et d'un collègue a manifestement frustré ceux qui entendaient l'interpeler plus largement. Pour clore, la lecture des textes du syndicat s'excusant de leur absence : la Fetrani (Fédération des travailleurs d'Afrique Noire immigré), la CGT, l'ASF, LE BNDS (Banque Noire pour l le développement au Sénégal), la revue « Jonction ». Enfin les comptes-rendus des sections de Toulouse, Mulhouse, Drancy, Courbevoie, Charonne, Marc Seguin et Bordeaux dont le statut était controversé.

Un appel à l'unité, une recommandation formelle à l'utilisation des langues nationales dans les ins titutions d'origine et l'AGTSF arrêtant sa séance de bilan de l'an 80.

Blaise NDJEHOYA

Un immigré en Pologne

II — La révolution tranquille de Solidarité

C'est à des dizaines de reprises que des militants de base de *Solidarité* nous ont tenu le même langage. Le seul que nous ayions entendu venant des rangs du syndicat.

« *Nous ne sommes pas anti-socialistes, mais nous voulons la justice sociale. Nous ne sommes pas responsables de la faillite de l'économie, mais c'est le peuple Polonais qui en souffre. Nous reconnaissons qu'aujourd'hui, il faut un plan de sauvetage économique du pays et il ne pourra être que le fruit de solutions énergiques. D'ailleurs, l'indépendance de la Pologne repose en grande partie sur la prospérité que nous pouvons développer.*

Le Gouvernement a demandé 90 Jours de paix, et nous lui avons fait confiance, mais pas aveuglement. Il ne s'agissait pas pour nous de capitulation. Comment continuer à se faire berner ainsi après la provocation de Bydgoczc ? » En résumé, c'est ainsi que s'expriment les militants de *Solidarité.*

Nous poussons plus loin les discussions quelques jours plus tard à Gdansk avec trois membres du Praesidium de *Solidarité,* dont Bosdan Lis, vice-Président du syndicat.

Ils acceptent sans détour le plan du gouvernement Jaruzelski comme base de discussion. Mais, « *mettre fin à la censure, qu'est-ce-que ça coûte ? Rien ! Et on économisera autant de salaires inutiles* »

Et encore, « *rétablir la confiance, c'est ouvrir à tous les échelons les comptes du pays. Nous voulons une gestion transparente des affaires. Pourquoi continuer à ne pas faire d'enquête publique contre les provocateurs ? Et si ce n'est qu'une « bavure », pourquoi ne pas sanctionner exemplairement les auteurs ? Pourquoi nous pousser à l'épreuve de force ? Et surtout, que l'on épure les sphères du pouvoir des éléments corrompus qui sont en place ! Tout cela ne coûte pas un Zloty à l'économie* ».

C'est en des termes très simples que les militants et dirigeants de *Solidarité* posent les conditions pour établir la confiance nécessaire appelée de ses voeux par le gouvernement.

La peur des bureaucrates

Et ce sont ces conditions élémentaires qui sont inacceptables pour les autorités. Comme dans tous les régimes bureaucratiques, toute une caste est en place, et aux postes clés.
petit peuple de parasites vit d'avantages matériels (villas de fonction, voiture de service que l'on s'attribue, voyages à l'étranger ...) ; d'exercice professionnel et discrétionnaire du pouvoir (comment du jour au lendemain, accepter d'être soumis au contrôle de la base ?) ; de fraudes et d'abus (contrôle du marché noir, pots de vins, détournements de fonds publics ...). Les poursuites engagées contre l'ancien directeur de la Télé en septembre (propriétaire de Chateaux, de haras, de yachts aux Caraïbes, etc ...) ne sont que le sacrifice d'un bouc émissaire.

C'est tout ce petit monde, corrompu qui, aujourd'hui, constitue la menace essentielle. Assurément, la société polonaise craque sous la poussée ouvrière et populaire. Et ceux-là même au nom de qui on prétendait exercer le pouvoir, demandent des comptes.

Ce sont les gens du parti de la peur qui s'accrochent désespérément afin de sauvegarder impunément leur position sociale, qui louvoient et ne font des concessions que pour mieux préparer des provocations.

Et l'on ne peut pas ne pas parler de la milice. Cette véritable armée de l'intérieur solidement équipée et préparée pour la guerre civile a une puissance de feu supérieure sans doute à l'armée elle-même. Ses hommes bénéficient dès le bas des échelons de salaires appréciables. Logés à part, les miliciens disposent de leurs propres magasins bien approvisionnés, de leurs hôpitaux, etc. Cette milice qui en 70 a fait payer le prix de 1300 Morts aux travailleurs de Pologne (selon certaines estimations), qui a ouvert le feu à Gdynia sur une foule d'ouvriers qui reprenaient le travail à la fin de la grève.

Le Gouvernement lui-même, n'est pas certain de contrôler la milice. Dernier rempart de l'ordre bureaucratique, elle

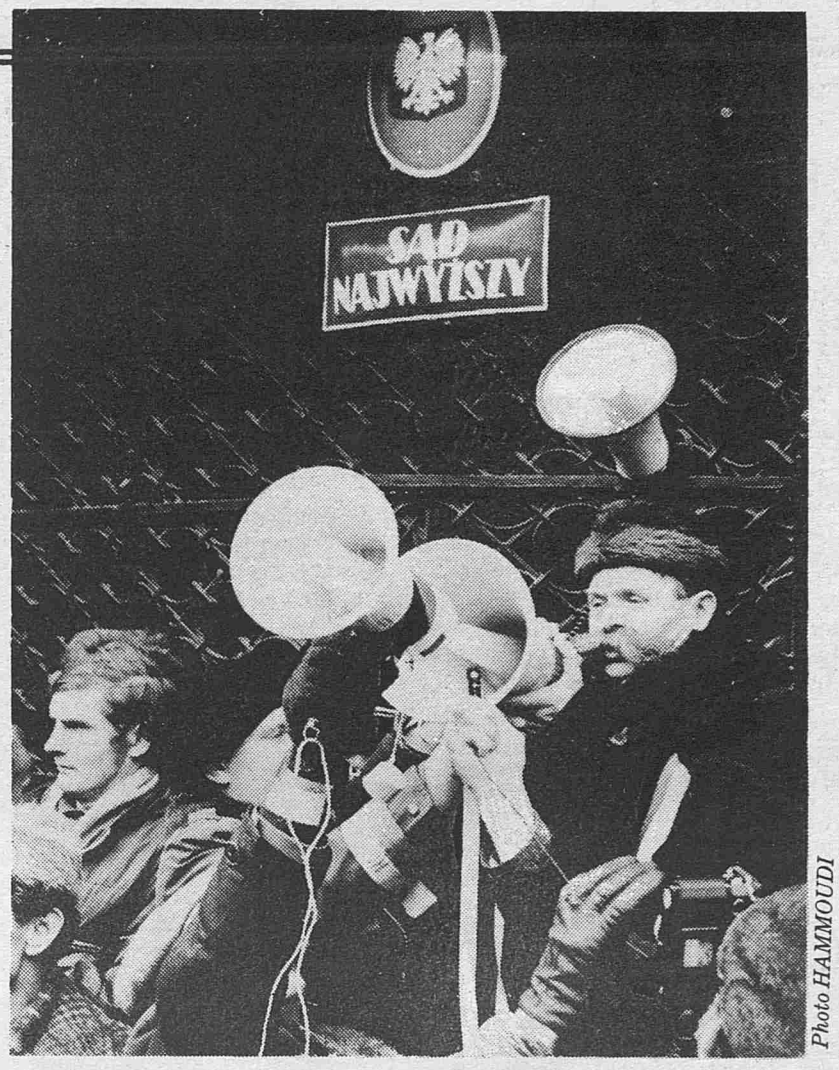


Photo HAMMOUDI

veille. Et c'est sans doute d'elle encore que viendrait d'abord le déclenchement d'un affrontement sanglant.

Une révolution en marche

Sur fond de crise économique, tout un peuple s'est mis en marche en Pologne. Aux travailleurs d'Ursus et de Gdansk, toute la classe ouvrière a répondu présent.

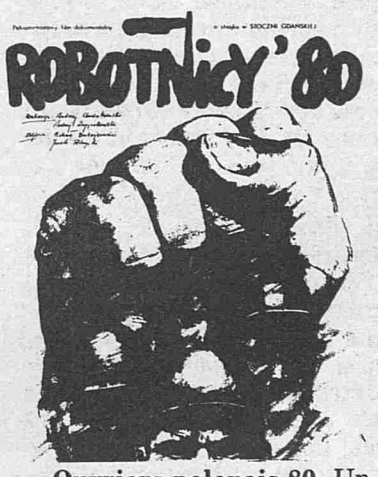
La paysannerie a rejoint le mouvement en même temps que les étudiants. C'est dans la vie quotidienne, dans les interminables queues devant les bou tiques d'alimentation, (on commence souvent, nous l'avons vu, la queue à minuit par l'ouverture au petit matin), dans l'absence d'informations, face à l'omniprésence de la milice que se forge le mouvement.

Et comme nous l'ont dit et répété tant de polonais : « *nous n'avons rien à perdre et tout à gagner* ».

C'est une révolution qui est en marhe, et dans des conditions dramatiques. La grande question qui surgit de la Pologne en lutte est « *comment déposer la bureaucratie à l'ombre des chars russes ?* » Gigantesque partie de bras de fer, la lutte engagée ne se résoudra pas autour des tapis de négociations.

Le bout du chemin est encore loin, mais on avance très vite en Pologne depuis six mois.

Dossier préparé par Hamoudi et François



Ouvriers polonais 80. Un film à voir pour mieux comprendre... Au studio St Séverin, 75005 Paris

La démocratie au quotidien

Solidarité est né en août 80 à la fin des grèves de Gdansk.

Avec près de dix millions d'adhérents il syndique près de 80% de la classe ouvrière.

Toutes les tendances y sont représentées, sans exception, depuis les membres du groupuscule nationaliste KPN jusqu'à la grande majorité des militants ouvriers du parti. Sur trois millions de membres du POUP , un tiers sont adhérents à Solidarité malgré l'interdiction du Bureau politique.

Son fonctionnement est d'une démocratie exemplaire. Le syndicat d'entreprise est souverain et n'applique aucune mesure nationale qu'il n'a ratifié lui-même. Il conserve sur place 70% de ses cotisations. Il envoie des délégués à une commission élisant à leur niveau et en section plénière, leur présidium. Puissant et jeune, le syndicat est aussi et surtout dirigé par des militants qui ont fait leurs premières armes depuis six mois. En conséquence ils s'entourent « d'experts » qui sont des intellectuels qui ont mené depuis des années une bataille difficile contre la répression et la bureaucratie.

Insistons sur le fait que, même si la majorité des adhérents sont catholiques, (à l'image de toute la Pologne) Solidarité est un syndicat laïque ; le vice-président de Solidarité Bosdan-Lis est athée et militant de base du Parti.

Tout n'est pas parfait dans la mise en œuvre de cette démocratie. Lech Walesa bénéficie d'une popularité exceptionnelle et son entourage parfois passe par dessus la tête de ses mandants. C'est partiellement parce que la situation est tellement changeante et que les décisions doivent être prises sur le champ. Il n'en demeure pas moins que les comptes doivent, et sont ensuite, rendus devant les assemblées. Ainsi Walesa a été désavoué à la KPP (commission nationale) pour avoir décommandé la grève générale de mardi 31 mars et qu'à l'avenir on songe à une présidence collective. Malgré ces contradictions chacun cherche à préserver à tout prix l'unité de solidarité, gage de sa force.

Mais ce qui frappe surtout c'est l'incroyable lien qu'il y a entre la population et le syndicat. Devant les locaux se déroulent des meetings permanents. Pendant une demi-heure les travailleurs font la queue devant le siège du syndicat pour acheter le dernier bulletin d'information. Partout tout le monde arbore le badge de Solidarité.

Quant aux méthodes de lutte c'est plus impressionnant encore. L'état de préparation à la grève générale que nous avons vécue a réuni tout le peuple dans un même élan.

Drapeaux sur toutes les usines, services, magasins, comités syndicaux régionaux dans les entreprises, etc...

Lorsque vendredi, Gdansk est entré en grève à l'unisson de tout le pays à huit heures précises, tout s'est arrêté : les trains sur les voies , les magasins, toutes les lumières se sont éteintes. Tout un pays en grève sur le tas.

Image frappante de toute une société organisée dans l'unité la plus profonde et combattive. Et au cours d'une seule semaine nous avons assisté au rétrécissement du poids politique des «durs du Parti » comme une peau de chagrin. Ce n'est que loin des entreprises, au plénum du Parti et dans les négociations avec Walesa qu'ils ont pu, une fois encore, sauver la mise.

IIIe Festival de films de femmes de Sceaux :

Quand le féminin pluriel reste singulier ...

Pour la troisième fois consécutive, des femmes de 11 nationalités (des deux Allemagnes, la Hongrie, jusqu'à l'Inde, la Chine, ou le Vénézuela) sont venues célébrer au Centre Culturel des Gémeaux de Sceaux, la grande fête du cinéma et des femmes.

Le public autant que les organisateurs avaient mis tout leur enthousiasme à faire que ce festival ne se mue pas en nid de « *féministes radicales* », mais soit plutôt une rencontre chaleureuse d'échanges et de réflexion.

Ce festival exceptionnel puisqu'il se propose de rassembler, une semaine durant, la production cinématographique féminine des deux dernières années, n'a pas son équivalent dans le monde. Unique par sa longévité comme par sa qualité, Sceaux aura permis malgré l'avis de certains esprits chagrins à certains films (et non des moindres) de trouver un semblant de distribution. A ce titre, le festival a servi de tremplin à des longs métrages jusqu'ici (malgré leur qualité intrinsèque) non distribués, d'être vus dans le cadre d'un circuit parrallèle.

Ce fut le cas de « *Allemagne-Mère blafarde* » d'Helma Sander-Brahms qui obtint l'an dernier le premier prix du public de Sceaux.

Grande nouveauté cette année, outre les débats nombreux articulés autour du prisme économique (Production-distribution), le festival ébauche les premières structures et seront vus à Grenoble (21 au 29 avril), Toulouse (du 4 au 10 mai), Avignon et sa région (11 au 30 mai).

Au delà de ces considérations matérielles (lutter contre la censure économique dont sont victimes les films de femmes), Sceaux se propose aussi et surtout de jeter des bases authentiques pour un réel décryptage d'un langage cinématographique féminin.

Mais existe-t-il un cinéma de femmes ; un langage spécifiquement féminin ?

La difficulté, (quand on aborde le problème) à cerner une véritable définition d'un langage spécifique aux femmes, amplifie à elle seule l'ambiguité à parler d'un cinéma de femmes ou simplement fait par les femmes.

L'on se souvient de mai 1968, qui dans la chaleur d'un printemps incendié avait mis le féminisme et ses thèmes préférentiels, au goût du jour. L'introspection et la recherche de l'identité, poussaient déjà les femmes à s'emparer des caméras et à jeter un regard, toujours plus incisif sur la réalité à s'emparer des caméras et à jeter un regard, toujours plus incisif sur la réalité d'un discours masculin dominant. La confrontation ne s'est pas faite sans heurt et d'aucuns présageant des excès, soulignaient le ghetto culturel qui guettait un tel cinéma.

Cependant, muselée par des décennies de silence, pouvait-on raisonnablement reprocher à la parole féminine, d'exprimer dans ses films-tract, la revendication essentielle qui restait : la recherche d'une identité qui n'avait rien à voir avec les phantasmes et les représentations que donnait d'elles l'homme.

Une parole balbutiante naissait, éclatée, plurielle, et qui, fracturant le discours mâle lui renvoyant l'image de femmes trancendant leur mission atavique d'« *acharnée de la casserole* ».

Cette vérité assenée parfois sans nuance, ne fut pas au goût de tous, ceci explique peut-être le mutisme, voire l'hostilité de certains critiques de cinéma devant l'organisation d'un festival de femmes.

Quoiqu'il en soit, la sélection de Sceaux 81, aura permis à quelques films de briser le carcan de l'anonymat. Il en fut ainsi de trois longs métrages réalisés par des jeunes Allemandes de l'Ouest qui, à travers le prisme de l'immigration en Allemagne Fédérale, mettaient à nu les mécanismes complexes du double enfermement des femmes, coupées de leurs liens contextuels, exilées dans un monde d'hommes.

« *Ne nous traitez pas de gitans* », de Katrin Seybold, « *Il valore della donna é il suo sile nzio* » de Gertrud Pinkus et « *Ombre* » de Sema Poyras, participent tous trois à la démystification de la condition immigrée. Entre le documentaire brut et l'oeuvre de fiction, à petites touches, ils peignent la misère et la solitude de ces turques, Italiennes dont l'univers se réduit aux quatre murs-ghetto d'un appartement toujours provisoire.

Et si l'héroine Turque d'« *ombre* » Golge se radicalise par la fuite, Maria M. du film de Pinkus n'a d'autre alternative que de commencer par briser le mur du silence. Silence qui, par l'existence même de ce long métrage, a cessé d'être la valeur suprême de la femme. Et même si les mentalités ont parfois du mal à suivre le courant, par trop de stéréotypes intériorisés, il reste que la dénonciation systématique de toutes les oppressions dont sont victimes les minorités, est la voie la plus sûre pour une révolution.

A ce titre, le film de Seybold, « *Ne nous traitez pas de Gitans* », est une pièce supplémentaire à glisser dans le dossier fort épais, de l'agonie des minorités ethniques d'Europe. Brimés, discriminés, traumatisés par les pogroms du IIIe Reich, les Tziganes d'Allemagne (Sintis), n'ont pas vu leur destin changé depuis. Seulement leur exploitation est plus subtile, plus diffuse. Les chemins qu'elle emprunte ne sont pas tous, hélas, impénétrables. L'école, le monde du travail, la culture, tout est prétexte à dévaloriser, à inférioriser la communauté, afin qu'elle cesse d'être autre, que les principes libertaires qui la régissent cessent d'être une menace pour la morale et la perrénité de l'Allemagne d'Helmut Schmidt.

Et pour reprendre les propos de K. Seybold, qui souligne en dialecticien expérimenté combien les forces opprimées sont vives à réagir et à se solidariser, il semble que l'Allemagne fédérale et son pendant idéologique secrètent leurs propres anti-corps par les voix de Sanders, Stockl ou Brückner. Ces paroles multipliées à la recherche de la mémoire collective réinvestissent l'histoire, la décryptant avec des yeux enfin débarassés des brumes d'un pas sé, d'un présent mythifiés par trop de fantasmes masculins. Le discours dominant se voulait universel et humaniste, il n'était que sexiste et partiel. Le premier long métrage de Jutta Bruckner, *Ungerjahre (*les années de la famine) à lui seul, démystifie l'histoire de la reconstruction Allemande, temps suspendu sur la misère, qui n'avait rien à voir avec le miracle qu'on a bien voulu exalter. Au total, près de 13 000 personnes, (essentiellement féminines) sont venues et si les débats furent houleux, c'est que la quarantaine de films pré sentés ne furent pas tous de même niveau.

La facture de certains était si médiocre, qu'ils furent accueillis fraichement par un public vigilant à faire redorer l'image de marque des cinéastes-femmes. La sélection française fut moyenne hormis le très beau court métrage de Simone Bitton à qui nous devions déjà l'an dernier, ces très belles « *images de Jérusalem* ».

On attendait beaucoup de tous les films présentés, les paroles qui ont surgi ne furent pas toutes unanimes ; certaines ont déçu, certes, mais pire, beaucoup ne sont pas venues. Celles qui avaient peut-être le plus à dire, ont raté le rendez-vous, leur parole muselée a résonné jusqu'à Sceaux. L'Afrique, les Pays Arabes, L'Amérique Latine il en fut peu * ou pas question, il est des silences très éloquents, les femmes de ces pays n'ont-elles conquis que le seul droit de se taire ?

Pourant, l'an dernier à Sceaux, nous avait permis de découvrir Djamila Olivési avec « *Les enfants du Polisario* » et Safi Faye avec « *Fadjal* », présence balbutiante du Tiers-Monde, qui affirmait déjà que les problèmes de femmes sont d'abord les problèmes de leur pays. Alors ? S'il est vrai que la femme est l'avenir de l'homme, le Tiers-Monde à Sceaux, a eu son avenir derrière lui.]

Fadela Ettayeb

* *Manoa,* film vénézuelien de Solveig Hoogesteinjn.

Festival de Sceaux : Palmarès du public 81

Courts métrages :

- 1r : Solange Giraud née Tachée S. Bitton France
- 2e : Chaperons rouges . H. Bourgault Québec
- 3e : Consolation Prize R. Hartmann Australie.

Ne nous traitez pas de gitans. K. Seybold

Longs et moyens métrages :

-1r : Schestern de M. Von Trotta RFA

- 2e : Il valore della donna é il suo silenzio. G. Pinkus Suisse
- 3e : Les premiers pas. J. Bruckner RFA

Strass café. L. Pool Québec

L'exilé génétique

Le Club des Canibouts de Nanterre vient de publier un recueil de poèmes intitulé : « *Quand la poésie sort du béton ...* » avec en couverture, des oiseaux morts, vibrants, qui traversent les pages et les beaux dessins de Djemel.

« **Regain de pauvreté** », ce poème de Kader :

« Rien n'est plus atroce que de ne pouvoir
faute de liberté, réussir une oeuvre personnelle
qui s'appelle la Vie
Nous sommes tous trahis,
Et seules quelques minorités agissantes échappent à ce malheur
Après de longues études de philosophie, de chimie, de peinture
et de musique,
leurs tableaux, leurs livres, leurs découvertes sont appréciés
par le Monde de l'instruction et du pouvoir
Et nous, bannis par un destin séculaire
Nous demeurons cloitrés dans notre égarement
sans aucune protestation vigoureuse à l'encontre de nos geoliers.
Frères, ils nous privent de ce qui existe de plus noble,
Notre liberté ».

Suivie d'un autre poème, auquel cet article fait référence :

« Père :
Je n'ai jamais vécu dans le village de mon enfance (1)
je n'ai jamais connu tes courses folles
ton crâne rasé
et tes rires éclatants.
Je ne connais ton pays que par le livre
Pourtant ce pays est aussi le mien
Et ici,
Je suis un exilé génétique ».

Quelques mots encore pour vous inviter à lire d'autres poèmes de Kader, de Zouina, ou de Abbas « *Retour ou non retour* » et indiquer combien la qualité du recueil inscrit non seulement la plainte, mais la révolte mais l'espoir de ce peuple de jeunes immigrés qui, malgré sa situation de non reconnaissance juridique -les Sans Droits des Mondes Exclus- invente, crée, quotidiennement sa culture, son présent, son histoire, et sa vie.

Nabile Fares

(1) Extraits du recueil « *Quand la poésie sort du béton* » Club des Canibouts. 4 allée des Genêts. Participation : 10 F + frais d'envoi. 92000 Nanterre. Tél. 782 58 23

LE CINEMA ALGERIEN

Un regard chaleureux

Le hasard a voulu qu'au moment des journées de rencontre Marseille/Alger ait lieu un grand débat sur la culture algérienne.

De nombreux citoyens de toutes origines ont débattu sur la culture algérienne et son devenir. Ils ont discuté sur les moyens d'expressions (théâtre, télévision, cinéma etc.) et la politique culturelle à élaborer. Le débat a été riche. A Marseille nous avons rencontré quelques cinéastes algériens Messieurs Merbah, Bouamari, Ifticène. L'entretien fut très intéressant. Le cinéma Algérien, dans les oeuvres comme « *Jalti* », les « *premiers pas* », les « *aventures d'un héros* », se révèlent comme une entreprise douloureuse et responsable qui donne du peuple algérien sa meilleure image car elle est sans complaisance. C'est un discours de type nouveau sur/dans les réalités socio-culturelles algériennes.

Le mot d'ordre, si nous pouvons nous exprimer ainsi, de ces cinéastes serait : Algériens, apprenons à nous connaître, à nous voir lucidement, et à chercher des solutions ensemble. Les artistes réclament le droit à la critique, le droit de tout dire, de tout montrer, le droit d'interroger leur société dans tous ses aspects contradictoires ; ils introduisent un rapport différent avec le spectateur, car non démagogique, et axé sur le respect. Pour eux, le public est intelligent. Ils introduisent un rapport différent avec le spectateur, car non démagogique et axé sur le respect. Pour eux, le public est intelligent. Ils ne cherchent pas la facilité. En très peu d'années, le cinéma Algérien a beaucoup évolué. Cinéma militant pendant la guerre de libération nationale, il s'est transformé en un outil culturel très diversifié oú chaque réalisateur exerce avec son talent d'auteur sans pour cela abandonner l'ouvrage réaliste et engagé.

Dans les « *premiers pas* », Bouamari nous décrit essentiellement les moments de la vie d'une femme algérienne, présidente d'assemblée populaire communale d'Algérie. Bouamari est parti d'un fait réel. Autour du sujet principal, différents thèmes sont abordés : la place de l'artiste dans la société algérienne, les rapports de l'homme et de la femme dans la famille traditionnelle l'émergence du couple dans l'Algérie moderne, l'éducation des enfants, et surtout le droit au bonheur, à l'amour ...

Notre première pensée quand le film s'est terminé, est allée au cri du poète Jean Ristat :

« *Camarade, ne mets pas l'amour en prison* » !

Le cinéaste comme le poète, nous convie d'abord à une réflexion sur le bonheur. On a envie de crier avec lui : « *Assez des traditions étouffantes ! Assez de cette guerre des sexes qui si elle opprime les femmes, concuit les hommes à la solitude, à la tristesse, au désarroi* ».

Oh la merveilleuse scène du salon de coiffure, où la femme d'abord, et l'homme ensuite crient leur amour à la face du monde et de toutes les hypocrisies.

« *Apprenons le bonheur,* nous dit l'héroïne ; *apprenons à vivre ensembe et non séparés comme on veut l'imposer le traditionnalisme* ».

Le jour de la projection, qui ouvrait la semaine de l'amitié Alger/Marseille, un spectateur est intervenu pour condamner le film au nom des principes musulmans (qu'il disait) sa compréhension de la religion n'est pas la nôtre : qu'il lise le merveilleux appel du prophète Mohammed !

« *Quand un homme regarde sa femme et qu'elle le regarde, Dieu pose sur eux un regard de miséricorde. Quand l'époux prend la main de l'épouse et qu'elle lui prend la main, leurs pêches s'en vont par l'interstice de leurs doigts. Quand il cohabite avec elle, les anges les entourent de la terre au zénith.*

La volupté et le désir ont la beauté des montagnes ! »

Actuellement, dans le monde Arabe, des sectes politico-religieuses condamnent l'évolution des moeurs, en mettant parfois à juste titre l'accent sur un certain nombre de fléaux sociaux : Corruption, alcoolisme, prostitution, etc. Ils proposent des solutions vagues. Leur comportement totalitaire par rapport aux femmes et aussi en ce qui concerne la liberté d'expression est inquiétant. L'assainissement des moeurs, la morale ne commence pas avec l'expression des femmes. Ils confondent Foi et obscurantisme. La foi, comme l'amour, est affaire de liberté et d'engagement personnel. Nous avons une religion qui ne reconnait aucun intermédiaire, aucune église, aucune secte entre l'homme et Dieu. Ceux qui utilisent la religion comme outil politique de conquête du pouvoir, sont-ils réellement croyants ?

Le peuple algérien n'a pas eu besoin des frères musulmans pour garder sa foi vivante et la transmettre. Il n'y a pas besoin de ces nouveaux missionnaires qui voudraient conduire à l'intolérance et au totalitarisme. Ils veulent sous prétexte de retour à l'Islam, asservir les Hommes et les Femmes. Nous, nous voulons vivre et nous exprimer librement. Nous voulons un peuple libre capable d'affronter les défis du monde moderne. Nous voulons produire une culture, au sens large du terme, qui en même temps qu'elle témoigne de la spécificité du peuple algérien, lui donne la place qu'il mérite dans la culture humaine universelle.

Pour arriver au cinéma algérien, il nous semble être marqué malgré les difficultés actuelles, un outil culturel important. En effet, depuis 3 ans, la production des longs métrages est arrêtée, dans un récent interview, Merzak Allouache exprimait son profond mécontentement.

Lamine Merbah, auteur du film « *les déracinés* », nous a expliqué au cours de l'entretien, les mécanismes du blocage administratif. Des fonctionnaires ont pris la décision de suspendre la production de longs métrages algériens jusqu'au moment de l'acquisition par l'Algérie d'un laboratoire de développement des films 35 mm. En effet, les films étaient traîtés à l'étranger. Le coût de production était très élevé. Il n'y a pas à proprement parler de « *censure* ». Rien n'a été reproché au niveau politique. Les cinéastes ont filmé comme ils l'ont voulu et de la manière qu'ils désiraient. O comble de l'ironie ! Le gel de la production s'est fait à partir d'une revendication des cinéastes, qui réclamaient une structure cinématographique conséquente en Algérie. De même, au niveau de la diffusion, pour des raisons administratives, notamment du service des douanes, les films algériens ont un succès difficile au marché international alors que l'Algérie importe de nombreux films étrangers.

Ici, la nationalisation du secteur cinématographique a permis de donner naissance à un cinéma algérien, la lourdeur bureaucratique crée une politique de « *vidée culturelle* ».

Comme l'écrit Wadi Bouzar, dans la revue Cinéma Arabe : « *le problème du manque de liberté d'expression masque une réalité plus profonde et plus objective. Il s'agit ici et là des appareils bureaucratiques et administratifs qui découragent et étouffent la création culturelle.*

Plus explicitement, ce sont les groupes de pression intermédiaire qui d'avantage que les gouvernements eux-mêmes, abu sent de leur pouvoir, freinent et empêchent la création culturelle »

Apparatchiks, technocrates et Bureaucrates vivent une double peur, celle de perdre leur acquis, un poste que bien souvent ils n'ont pas obtenu par le mérite, celle de ne pas multiplier leur acquis, d'accumuler d'avantage encore de pouvoir ».

En Algérie, ce ne sont ni les talents ni les moyens qui manquent. Pourtant, la création stagne. Les cinéastes ont tous de nombreux projets mais ils ne peuvent actuellement les réaliser.

Quand nous voyons des films comme « *les premiers pas* », « *Jalti* », *les* « *aventures d'un Héros* », « *Talria ya didou* », *nous sommes conquis par la qualité, la recherche et le travail de l'écriture cinématographique.*

Dans « *Jalti* » (la grandeur), Ifticène nous montre une bande d'adolescents d'Oran. « *Jalti* » est l'histoire d'un garçon qui après une grave dispute avec son père quitte le domicile familial et se met à errer dans les rues d'Oran.

Il rencontre d'autres jeunes gens qui vivent comme lui, dans les rues, en rupture de société. Ils unissent leur solitude, leur misère, mais aussi leur jeunesse, c'est à dire le goût de vivre malgré tout et contre tout. Ils veulent s'en sortir par tous les moyens, y compris les plus condamnables.

Les plus sages (« *socialisés* »), le gaucher encore très attaché à sa famille et un jeune garçon venu tenter sa chance en ville, travaillent dans un chantier. Les autres exercent les petits métiers de la rue, arrondissent leur journée avec des larcins. Ils se débrouillent. Le soir, ils se retrouvent dans un terrain vague où ils occupent une baraque abandonnée qu'ils ont aménagée. Sur les murs est inscrit un mot vengeur : *A bas les riches !* Entre deux affiches de western genre Django. Ils ont baptisé leur bande : la famille et là ils vont passer leurs meilleurs moments.

Ifticène, le réalisateur, ne les juge pas. Il ne se veut ni accusateur, ni complice. Il se place à la bonne distance entre eux et la société qui les rejette. A un moment donné du film, on voit un car d'une organisation de jeunes. Il part et ne voit même pas ces jeunes. Les organisés vivent dans leur monde et les autres dans le leur.

Ifticène démontre bien que ces adolescents au comportement associal dont des victimes d'une double misère affective et sociale. Le film n'est pourtant pas pleurnichard. Une histoire d'amour entre le « *gaucher* » et sa voisine apporte le contrepoint chaleureux à la dureté des existences de gosses de la rue.

Malgré la pauvreté, les mauvais coups du sort, ces jeunes vivent et prennent plaisir à être ensemble, à rire, à chanter, même s'il faut beaucoup de Zambreto (alcool à brûler dilué) pour se sentir mieux.

En résumé, un film intelligent et émouvant à ne pas manquer. Cette semaine d'amitié a eu au moins le mérite de nous faire découvrir un très bon cinéma.

Khali Hamoud

Sans Frontière Hebdo

Le regard immigré !

Tous les samedis

Dans les kiosques
et toutes les gares
Diffusé en Tunisie et au Maroc.

Prochainement

En Algérie, au Sénégal et en Côte d'ivoire

DAVID MURRAY :

Un désir d'indépendance

De nos jours, c'est surtout la critique et les producteurs (quelquefois associés) qui se chargentl'expliquer tout du musicien. On maintient le public dans une sorte de contradiction qui l'égare tout à fait, ils taquinent, dissèquent, plongent le bistouri au plus profond qu'ils peuvent, pour nous montrer ... qu'ils n'y peuvent rien.

Au lieu de commencer, affamé, par manger, au lieu, sans armes pesantes, sans gêne d'aucun savoir, d'écouter on s'alourdit de références, de formalismes et l'on oublie bien entendu d'écouter jouer le musicien lui même. La confusion se fait de maintes façons, au besoin des modes et courants (made in America) qui inondent la scène musicale Parisienne qui s'accroche désespérement à des critères et références que les musiciens eux-mêmes rejettent étant donné l'utilisation abusive de termes qui à l'origine, signifiaient et caractérisaient un mouvement. La musique, on s'empresse de l'écouter, de la classer comme si les musiciens n'existaient plus, comme si on pouvait expliquer la vie ...

L'interview de David Murray débute sur son désir d'indépendance, son souci de la clarté vis à vis des classifications, de ses influences ...

David Murray

Je n'ai jamais rencontré Albert Ayler, beaucoup de gens disent que je suis l'héritier d'Albert Ayler, que je joue comme lui, or, j'ai écouté Albert Ayler et c'est vraiment faux.

Nous n'avons pas le même son, ni les mêmes solos, nous ne jouons pas de la même façon.

Je suis plus intéressé à jouer avec des gens qui étudient la manière dont jouent des musiciens comme Lester Young, c'est plutôt cette tradition du saxophone qui m'intéresse plutôt que la tradition du saxophone free jazz.

SF : *le Free jazz, pour toi, c'est quoi ?*

DM : Free Jazz c'est juste un label, ce sont des gens qui décidèrent il y a vingt ans, de cela d'appeler cette musique ainsi, car ils ne savaient pas comment l'appeler autrement.

SF : *Qu'entens-tu par classique ?*

DM : C'est d'abord la musique que je joue, c'est une musique qui passe à travers les temps, classique comme Beethoven, c'est une musique qui est toujours devant, cela sera toujours classique n'importe quand. Quand j'écoute un solo de Lester Young, il aurait pu tout aussi bien le jouer dans l'année 1500 qu'à l'an 2000, il fut, est et restera le même. Le concept « *classique* » n'a rien à voir avec le temps.

SF : *On a très peu l'occasion à Paris de t'entendre jouer avec d'autres musiciens, préfères-tu jouer en solo ?*

DM : La musique pour moi est quelque chose que j'aime, j'aime beaucoup jouer avec des grands ensembles, et des gens très différents. A Paris, je joue en solo, parce qu'ils ne payent pas assez d'argent, tu sais, j'aimerais vous amenez ces ensembles. Je préfère jouer avec des musiciens, c'est plus enrichissant, j'ai envie de jouer avec un maximum de bons musiciens.

Free Jazz, généralement signifie : « *que ce sont des gens qui jouent et qui ne gagnent pas d'argent !*

On me classe dans le Free Jazz, mais moi, je ne sais pas ce que cela signifie, on n'a jamais été mariés ensemble.

Le label « Free Jazz » vint après moi, il me poursuit par le fait d'autres musiciens, mais non par moi-même.

Je ne m'appelle pas un Free Jazz Men, je suis un « **Black Classical Musician** », c'est cela la musique que je joue.

Ce soir, je jouerais probablement en trio, probablement avec Oliver Johnson (drums) et Alan Silva (violoncelle).

J'aime jouer avec Oliver Johnson, je n'ai jamais joué avec Alan Silva, c'est une expérience que je recherche.

J'ai joué avec des musiciens qui vivent en Europe comme Johnny Dyani, Georges Brown, et je peux te dire que ce furent de très bonnes relations entre musiciens.

Je ne joue pas sans ces relations, si la relation entre musiciens est bonne, c'est cool, tu sais.

Voilà, ce que j'ai envie de faire en ce moment, c'est de jouer avec mon quartet le plus possible afin que les gens m'écoutent dans cette formation.

Propos recueillis par
Zouaoui D.

David Murray à Paris

David Murray joue du saxophone et de la clarinette basse en France on a eu l'occasion dernièrement de l'écouter jouer au sein du World Saxophone Quartet (à Nancy) et surtout en solo. Il vit à New York et n'a pas comme on pourrait le croire une prédilection pour jouer en solo. Ses expériences musicales sont riches et multiples : il est le leader du « *David Murray Quartet* » « *The David Murray Big Bang,* » « *The David Murray Octet* » et musicien au sein de « *James « Blood » Ulmer Quartet, et du World saxophone Quartet.*

Il est aussi compositeur, professeur, a composé de nombreuses pièces pour des films, le théâtre ...

Ces performances sont nombreuses dans les festivals, et il a joué avec des musiciens comme Arthur Blythe, Lester Bowie, Stanley Crouch, Philly Joe Jones, Abbey Lincoln James Newton, Max Roach, Jack Dejohnette, Stan Getz ...

A Paris, la semaine dernière, il a joué en solo le premier jour puis en trio avec Oliver Johnson -batterie, et Alan Silva-. Ce sont deux musiciens qui vivent actuellement à Paris. Oliver Johnson joue avec le groupe de Steve Lacy, et Alan Silva est directeur et professeur à l'I.A.C.P. (Institut Artistic Cultural perception).

Ce soir-là, David Murray sérieux et heureux de jouer avec d'autres musiciens, fonce toujours et encore, sa présence diffuse l'énergie, sa fécondité intarissable (souffle souvent continu) ne l'empêche en rien d'écouter et de posséder parfaitement la situation, alors qu'Alan Silva se débat désespèrement dans les rythmes qu'Oliver Johnson est obligé de lui indiquer avec sa main. Alan Silva dessine lors des passages ou l'intensité des sons atteint son paroxisme des arabesques aux étranges harmonies ne peut par contre absolument pas danser. Pourtant, on a eu l'occasion maintes fois d'entendre son big bang « *Celestrial Orchestra Communication* » composés de ses élèves (I.A.C.P.) et ses talents de compositeur, d'arrangeur sont indéniables. Oliver Johnson, imperturbable, derrière ses lunettes noires, joue dans son style qu'il lui est particulier : la finesse, son pouvoir de danser sur les rythmes, de swinguer en l'air, n'a pas l'air d'amuser beaucoup Alan Silva.

La maitrise de David Murray nous conduit malgré tout vers l'univers qu'il aime à vivre. Plein de force, de richesses, la musique coule, s'arrête, rebondit, vagabonde, s'il excelle dans les aigus, il sait jouer des basses avec force et chaleur.

Ses performances en solo ne nous laissent pas le choix de rêvasser, il nous entraîne avec conviction et sans aucune concession en passant par le Blues, le Rythme and Blues, le Jazz, tout ce qu'on voudra, pour nous abandonner indécis, pantois, perdus dans les labyrintes du Centre Commercial Paris la Défense.

Z.D.

AGENDA

PARIS

VENDREDI 17 AVRIL

Au Dunois, à 21h, vous entendrez à condition d'y être : **Steve Lacy Solo**

Au théâtre Noir à 20h30 : Rythmes et chants des antilles : **Gratien Midenet** (maracas d'or 1980).

Au Centre d'Art Celtique Jean Moign (4 rue Constante - 18e) **Kristen Noges** un très bon harpiste.

Au Lucenaire Forum à 21h, l'Ensemble des Cuivres Promusica **Simon Orlik** et le Groupe **Malo Vallois,** jazz.

Unique récital de piano de **Sun Young Inhee Chang (Chopin - Mozart - Beethoven ...)** à 18h30 *Au Centre Georges Pompidou*

SAMEDI 18 AVRIL

Mal Waldron, Johnny Dyani Duo au *Jazz Unité,* « Les quatre temps » Parvis de la Défense. Entrée 25 F

Michel Chaineaud à la basse et **Solange Chiapara** au piano (Brahms, Gounod, Faure) au *Lucernaire Forum,* le 18 avril.

DIMANCHE 19 AVRIL

A l'Espace Marais, à 18h30, **Jazz au Night Club.**

Au Point Virgule, à 20h30, **Jazz burlesque,** avec Jean-Yves Lacombe à la contrebasse, Jean-Claude Asselin à la mandoline, les employés du jazz et de l'électricité.

Au théâtre Rond Point : **Lindsay Quartet,** vous interprêtera Haydn Brhams.

MARDI 21 AVRIL

A Bobino jusqu'au 10 mai, donc, un max de temps pour aller planer sur **Magma**

A l'Hippodrome de Pantin, à 20h30, Johnny Cash Jerry Lee Lewis, Carl Perkins, Matchbox, Tammy Wynette, Ronnie Milsap, Marty Robbins, etc ... Un super **Festival de Country**

MERCREDI 22 AVRIL

Au Dunois, à 21h, **Alain Pinsolle et vibraphone solo.**

Vernissage de 18h à 21h30, *à la galerie Pierre Pescot Paris 1er)* des oeuvres récentes d'Edouard Tremeau.

JEUDI 23

Au Dunois à 21h, un super groupe de percussions **Zaka**

A la Salle Gaveau à 20h30, **Musique classique japonaise.**

Vernissage de l'exposition du peintre tunisien *Alyssa,* à 18h, au 43 bis rue des Entrepreneurs 75015. Il y aura un buffet et un super bar (whisky et autres boissons et tout cela à l'oeil ... allez-y de ma part ...

VENDREDI 24

Exposition qui durera jusqu'au 8 mai, du peintre tunisien Alyssa « *Retrospective* » (1956—1981) au 43 bis rue des Entrepreneurs 75015

« *Celui qui peint n'a pas besoin d'écrire, de parler ni de crier ... puisque c'est déjà fait ... c'est peint ! ... C'est peint sur son écran plastique ...*

Rock against Racism dans le 14e arrondissement avec **Joe Corbeau** « *le conteur Fou* » histoire en musique d'ici et maintenant, **Ordinaire,** fameux groupe de Rock Français, et **Malik** chanteur de reggae Maghrébin en arabe et en français *à la Salle Martin Luther King,* 32 rue Olivier Noyer à 19h30, participation 20 F (24 avril).

BANLIEUE

RIS ORANGIS

A la Maison des Jeunes et de la Culture jusqu'au 18 avril : **Blue Grass-Paris Express**

ANTONY

Au théâtre *Firmin Gemier,* à 21 h Djamel Allam

MANTES LA JOLIE

28 avril, *Centre socio-culturel,* Frédéric chopin.

Représentation pour les Femmes à 14h.

Cirque d'Amar par la troupe **Nedjma**

Photo Philippe SELLA

Allo Iness c'est toi, allo Iness c'est moi

la troupe de théâtre Algérienne immigrée Nedjma

PROVINCE

ARLES

Maison des jeunes, Boulevard des Lices : **Cinémaghreb** 24, 25, 26 avril.

Yasmina : tourisme au Maroc, la Kasba, les mosquées, les souks...

Les 1000 et une mains de Souheil Ben Bahra. Cèdre d'or au Festival de Beyrouth en 73.

DOUAI

Le 28 avril à 20H30 *au théâtre municipal,* allez écouter **Djamel Allam.**

SAVIGNY SUR ORGE

Les Ballets Kodia le 23-24 avril pour plus de renseignements ADEAc. 544 50 40.

RENNES

A la Maison de la Culture, du 22 au 29 avril : 8e **Festival des Arts traditionnels. Islam-Hégire** 1400 : *les Mewlewi La Rachidia. La Confrérie shasih, Issa Kassimi,* joueur de luth, *les Frères SAbri, Confrérie Soufie de Saravejo, le Nuba de Fès.*

Afrique : *les maitres Tambours,* joueur de Cora, *Papa Oyeah Makensie,* musicien.

Asie : la chanteuse *Toulaï,* musiques et chants, chanteurs populaires *Old Lhamo - Opéra populaire, musicien arménien joueur de Ud'kurde.*

Amérique Latine : *Luzmilla Carpio,* chanteuse quetchva.

Europe : pleureuse, chants et musique des lapons. *Denise Mégévand,* joueuse de harpe celtique, flamenco.

Marionnettes de Tiristi, théâtre d'ombres de *Karaköz,* musiques et chants.

THONON

Du jazz *à la Maison des arts et des loisirs,* le 24 avril à 21 h. avec **Clifford Thornton Ensemble.**

LE HAVRE

Du 16 au 18, **animation marionnettes,** tous les jours au *Centre socio-culturel du Quartier de Blézil,* avec la participation de la troupe **Nedjma**

URGENT

Lettre ouverte aux artistes

Le Collectif *Paris-Centre* a pour but, depuis 4 ans, d'aider et de défendre les habitants et les travailleurs des 4 premiers arrondissements à Paris, en particulier les immigrés. Ce qui veut dire : s'opposer à la dégradation de leurs conditions de vie, faire respecter leurs droits au travail, au logement, aux prestations sociales, etc ... C'est pourquoi le collectif organise le **dimanche 21 juin,** une grande rencontre, une fête de l'immigration, où toutes les différentes cultures pourront s'exprimer. Nous appelons donc la collaboration de groupes artistiques (danse, musique, théâtre), pour animer cette soirée. Les artistes qui participeront à ce projet bénéficieront d'une large publicité dans la presse et d'une campagne d'affiches. En outre, des journalistes et techniciens de la télévision ont été convoqués.

Prenez contact avec nous :

- Soit au Foyer Montorgueil, 46 rue Montorgueil, 2é, tous les jeudis de 18h30 à 20 h, lors de nos permanences,

- Soit par téléphone au 278 61 03, le mardi et le mercredi (de 9h à 11h ou de 20h à 23h).

ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ...

ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCE

El Menfi

Jeune garçon mignon, brun yeux verts, cherche homme ou femme pour correspondance. Pas sérieux, s'abstenir. Cherbaba - Menouar 99554 D1M132 à Fleury, 7 ave des Peupliers 91705 Fleury

Je suis un homme seul en prison depuis 4 mois. Je voudrais correspondre avec fille âgée de 18/25 ans, réponse assurée. Boukellab Amar 99836 D1 à Fleury.

Un peu d'amour - Où es-tu toi, la jeune femme qui voudrait me donner ce dont j'ai terriblement besoin, un peu d'amour et de tendresse dans tes lettres. Ecris-moi, je t'attends. Medellel Mustapha. D5 95604 D131 à Fleury.

Pour ne pas sombrer dans l'oubli, cherche correspondant (tes) pour recevoir carte postale pour égayer ma cellule. Sahli Loulou D1 G3 49.

Bonjour, femme cruelle, ciel de mes belles et jeunes années, tes yeux, ton corps, tes charmes sont nés pour nous ensorceler, alors n'attends-plus. Ecris-nous. Ferhat Sam 77845 D2 61 19 à Fleury.

JH 24 ans, cherche à correspondre avec JF de toutes nationalités de préfé. algérienne, âge indifférent mais vous êtes toutes les bienvenues pour m'aider à supporter ma solitude et broyer la nostalgie des mois à venir et surtout lier une amitié sincère et durable. Réponse assurée. Benfetima Samy 80 221 M2 07 D2

Angoisse, si à ton chevet je devais rester j'écouterais ton silence pour qu'il te donne l'assurance que je t'aime. Si à ton chevet je devais rester, je voudrais que ta sentence me condamne à t'aimer le peu qu'il te reste à vivre. si à ton chevet, je devais rester, je te prendrais la main du pays pour t'amener au pays d'Aladin pour y voir les plus belles richesses et les jolies princesses et puis aussi le génie par la magie, te rendra la vie. Momo Khaldi Mohamed 99766 M 227 D2 à Fleury.

Y'en a marre. Je cherche à correspondre avec filles et garçons de tout âge car ici en prison, y'en a marre, la solitude derrière les barreaux, alors pour couper, j'attends vos lettres avec patience. J'espère que les filles seront nombreuses. Bonjour à toi, Christian Glomet. Imine Nacer 97 515 M2 48 D2 à Fleury.

JH 25 ans, aimant musique, sport et nature désirant correspondre en vue de lier amitié très sincère et échangeant idées avec JF de même âge ou au-dessus. Insakoukrou Saïd, 1090 329 Bât. D3 à Bon d'Arcy, 5 bis rue Alexandre Turpault. 783980 Bois d'Arcy.

JH agé de 25 ans, cheveux chatain, yeux verts, 1,72 m doux et très sensible, désire correspondre avec personnes sans distinction de sexe. S'intéresse et pratique karaté, musique, fervent admirateur d'art moderne souhaite réponse pour alléger la souffrance et pour me faire évader du monde de béton qui me hante continuellement. Hamidi Mohammed 1064 F2 218 à Bois d'Arcy.

Etudiant Egyptien, je fais une maitrise de psychologie à Paris, et une licence d'anglais à Paris VII. Recherche correspondant pouvant m'aider dans mes études. Tamin Ibn Khalil 2/145 20 2041 à la Santé, 42 RUE DE LA Santé, 75014 Paris.

Sympa, désire correspondre avec jeunes gens sympas. Libéré dans 3 mois. Zaidi Amar 2/102 200883 à la Santé.

J'ai 30 ans, je suis musulman de nationalité française, je cherche correspondantes afin de lier amitié. Kadi Abdelkader, 199866 B 336 à la Santé.

Taulard marocain, 27 ans, seul dans la vie. Quelle est la fille non raciste (Tu parles d'un argument complètement bidon. Note de Momo), toi la fille sincère viens à moi par une petite lettre, réchauffer mon coeur. Merci à toi. Tanouyat Yahia, 690866 2/145 à Fresnes, 1 ave de la Division Leclerc 94 261 Fresnes.

BRIC A BRAC

Guitare japonaise, imitation Lespaul Custom avec manche collé ayant 1 an 1 000 F Tél 243 30 72 Michel vers 18 h.

Tout Lénine, vend oeuvres complètes de Lénine édition Moscou 47 volumes. Etat neuf. 700 F. Tél. 843 97 62

Pour détenus recherche pour détenus longue peine, livres première année licence de droit (centre audio-visuel Panthéon) précis Dalloz, timbal et Castaldo : histoire des institutions et des faits sociaux : sociologie politique RG Schwartrenbert ed. Mont Chrestien droit et civil Carbonnier T1 et 2. Coll. Themis PUF, droit constitutionnel Maurice Duverger institutions politiques etc... Tél. 987 32 32

Vend et brade taille 38 et 40 , un lot de vêtements femme dont veste mouton, gilet peau, bottes italiennes et mocassins 38, chaussures 38 et 40 pantalons, écharpes, bonnets, 846 33 99 ,soir et WE.

A Nantes, il y a au moins un photographe qui vous mettra en scène selon vos désirs et votre bonne humeur (16 40) 50 60 97

Ne dépensez plus une fortune, pour vos photos, appellez Pierre et vous constaterez un travail soigné, discret et sympathique. 579 43 77

Fringues tous genres, manteau brodé, cuir, lainages, chemises hommes, robes, pulls, jupes en log, chaussures neuves, cuir, peau de chèvre, cable télé 50 F, guitare, gaines, etc ... Tél. 020 79 25

Blouson cuir Flight Jacquet état neuf, taille 42 600 F. Tél. 202 41 15

Tricot j'ai confectionné au tricot main des pulls vestes châles et bonnets pour nanas qui veulent être élégantes, et des pulls pour enfants 5/10 ans. Mon travail est très soigné et raffiné mais le prix modeste. Tél. 907 21 21

Avis aux collectionneurs. Je vends des 45 T E.P. et/ Singles des années 60. Prix à débattre au détail 875 33 01 Bernard.

Rock'n Folk, collection 12 numéros à vendre 1980 50 F. Tél. 524 06 49 WE et soirs.

Real Book à vendre comprenant 400 partitions des plus grands standards de jazz en 2 tomes introuvable en France. Tél. 842 38 74

Recherche albums de Ramatam, Fanny, West AFrican Cosmos et le premier Redbone. Michaud Christian, 6 rue Petite Rue Sainte-Marthe, 78000 Niort.

Michel Simon, qui me dira où je trouverai ses disques, Mémère, elle est éclatante ...et de Pauline Carton, le Toréador ... 300 38 54

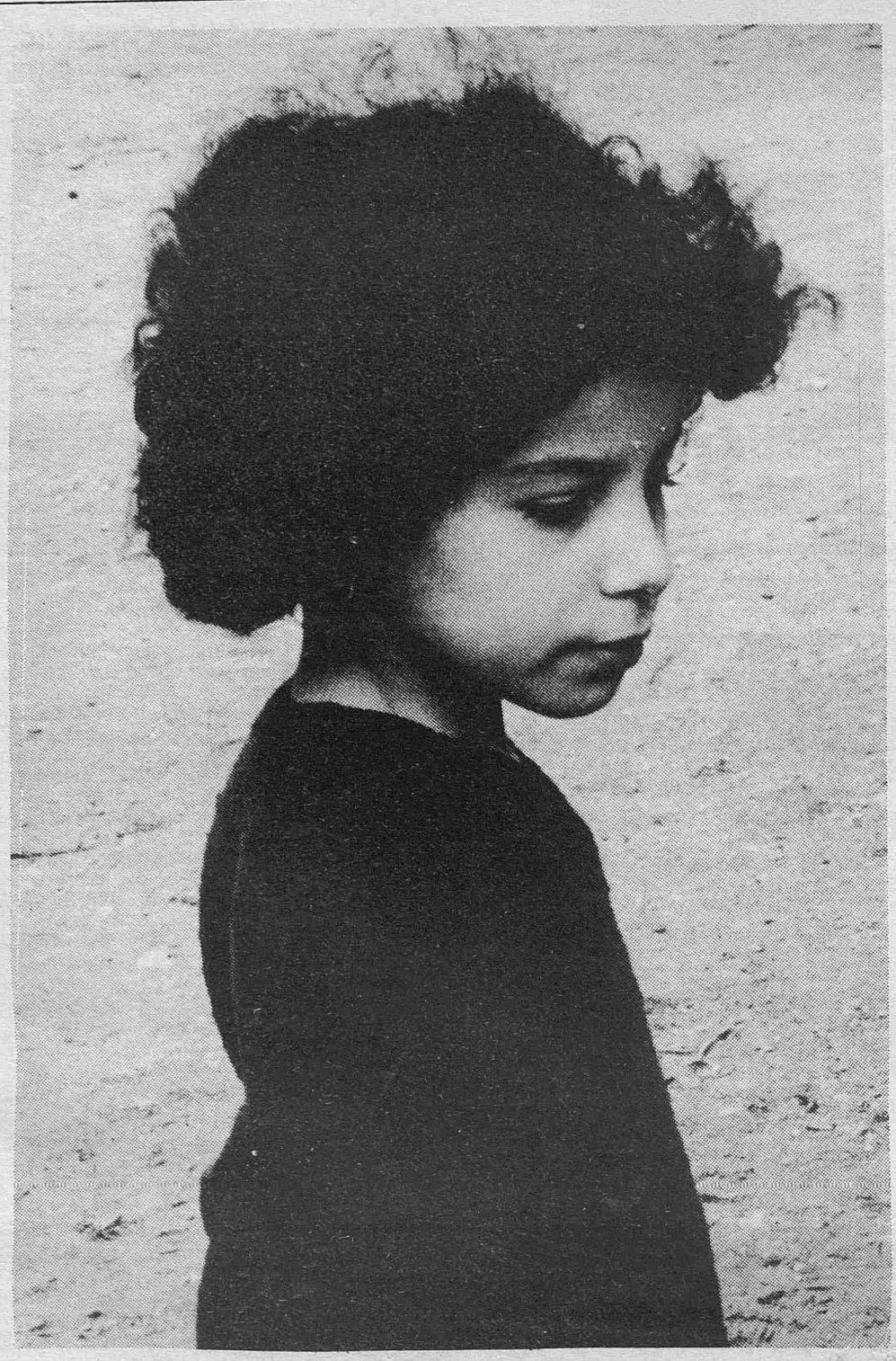
Batteur avec matos et sono 500 W, cherche groupe ou orchestre susceptible de lui apporter un peu de fric pour bouffer. Gard ou Hérault. Prost-Dame Alain 30/24 l'Estrechure.

Tu joues du saxo, de la gratte, de la batterie, tu habites dans la région de Grenoble ... ? Je joue un peu de piano et je chante quand je suis bourrée . La musique me manque. Un piano, c'est pas assez. Tél. au (16 76) 07 04 30 on pourrait faire quelque chose on pourrait faire quelque chose ... Chantal ...

Deneb Kaitos, groupe de musique évolutiste (sax claviers, violon, batterie, cherche chanteuse sérieuse, vue concert. Tél. (16 32) 34 93 25

« Les frères Bouchnak » groupe de musique composé de 4 frères, cherche contrat pour venir animer en France. Contacter : Omar Bouchnak. 75 av. Amina Berhilia, Oujda Maroc. Tél. 53 89

Mère célibataire, cherche urgent travail parce que je ne dispose plus de moyens pour moi et mon enfant. Je cherche n'importe quoi, ménages, gardes d'enfants, serveuse dans restaurant, etc ... Contacter le journal qui transmettra. Je vous remercie.



Kadija est Marocaine. Elle a 20 ans. Depuis presque 19 ans, elle vit en France dans sa famille avec ses huit frères et soeurs. parce qu'elle est une fille, on la surveille, on la bat, on l'empêche de sortir et de continuer ses études. On la marie de force. Elle se laisse faire jusqu'au jour de la révolte. Elle fugue pour reprendre ses études, plusieurs fois. Elle résiste. Sa voix est claire et décidée. Elle rit souvent. Elle sait que c'est elle qui a raison.

BIDONVILLES

MEMOIRE IMMIGREE

Je me serais suicidée ...

Propos recueillis par Leïla Sebbar

Je suis née en 1961 au Maroc à Berkane près de Oujda, dans un village de l'intérieur. Mes parents ne savent ni lire ni écrire. Ma mère s'est mariée à 15 ans. Mon père avait 25 ans. Mes parents vivaient dans la famille de mon père. Ça n'allait pas très bien. Mon père a passé trois ans en France, dans la région parisienne. Il était manoeuvre, ensuite il s'est spécialisé en électricité.

J'avais un an quand mon père nous a fait venir en France, à Nanterre. On habitait dans une pièce que mon père avait construite dans le bidonville. On faisait tout dans cette pièce. Je dormais dans le lit de mes parents. Il y avait un robinet au milieu de la cour. Les femmes prenaient l'eau pour la cuisine et lavaient le linge. On allait aux douches municipales. On est restés là 2 ans, puis on est allés dans des baraquements à Argenteuil. Les baraquements étaient disposés autour d'une cour. On était déjà six dans la famille. Il y avait des familles de dix enfants. On habitait une pièce et une cuisine. On avait un robinet et un W.C. pour six familles.

Ma mère ne sortait jamais. C'est mon père qui faisait les courses pour la cuisine, les enfants. Les femmes portaient encore le voile et la djellaba à Nanterre et à Argenteuil. Mais après quelques années, elles se sont habillées à l'européenne. De temps en temps, mon père sortait la famille au marché d'Argenteuil, mais la femme ne devait pas trop se montrer. Ensuite, on a déménagé à Asnières dans une H.L.M., un deux pièces avec huit enfants. Les W.C. sur le palier, pas de salle de bain. Partout, des lits superposés, des enfants dans la chambre des parents, les autres dans l'autre pièce où on mangeait, on regardait la télé. Les valises étaient pleines d'habits parceque ma mère n'avait pas de place, pas de placards, rien.

Ma mère a commencé à accompagner les enfants à l'école. Elle parlait très mal le français. Depuis cinq ans, elle parle mieux. On parlait tous arabe à la maison. Entre nous, les enfants, on parle français. Quand ma soeur me parle en arabe, ça me parait bizarre. On rigole quand ma mère parle en français. On lui apprend. On a essayé d'apprendre à lire et écrire à mon père, mais avec son travail, ses cinq prières par jour, la famille, il ne trouvait pas le temps. Il pense aussi que c'est trop tard. Ma mère s'occupe de ses enfants, elle n'a pas le temps non plus. Elle n'est jamais allée aux cours d'arabe dans le quartier. C'est l'Amicale qui donne des cours de langue et de couture. Ma mère a du mal à sortir de la maison. Elle fait quand même quelques courses. Au début, elle emmenait toujours un des garçons.

Maintenant, elle va seule dans les grandes surfaces.

Ma mère nous a appris les prières

Ma mère voudrait qu'on sache les prières. Le Ramadan, je n'ai jamais compris pourquoi on le fait ; personne ne me l'a expliqué, ni pour quelles raisons je ne dois pas me marier avec un étranger ou continuer des études. Ma mère nous a appris les prières quand on était petits. Avant de me coucher, je faisais ma prière. Quand j'entends dire que les femmes réglées sont impures, ça me révolte. On dit ça chez nous, les femmes qui ont leurs règles n'ont pas le droit de faire la prière. Bien sûr, elle met un foulard, d'ailleurs, elle le garde toujours.

Pour le Ramadan, on avait toujours un mouton. C'est mon père qui l'égorgeait, dans la salle de bain. Les hommes allaient l'acheter dans une ferme de Normandie, ça devait revenir moins cher ; ils le ramenaient vivant. On habite le premier pour le mouton, c'est plus facile. J'ai assisté à ça. Ce qui me fait rire, c'est que mon frère, un jour, s'est évanoui dans la salle de bain ; mon père voulait qu'il apprenne. On met le mouton par terre dans la salle de bain. Des hommes le maintiennent. C'est le père de famille qui l'égorge et il doit enseigner à son fils aîné. On le met dans la baignoire pour que le sang s'écoule. Les hommes le dépouillent, le suspendent dans une sorte de cagibi, ils le dé-/coupent. Les femmes sont là pour nettoyer, passer la serpillère.

Pour les fêtes on tue le mouton, pour les circoncisions, les naissances ... Je n'ai pas assisté aux cisconcisions de mes frères. Pour chaque fils, mes parents retournaient au Maroc, pour la circoncision. Les filles ne voient pas ce qu'on fait. Ici, de plus en plus, les enfants sont hospitalisés.

Mon frère, on lui a appris à faire l'homem

A Trappes, on a déménagé dans une cité d'immigrés. Peu à peu, les Français sont partis. Quand les immigrés ne sortent pas de la cité, ils gardent les traditions et ils y tiennent. Mon frère on lui a appris à faire l'homme. Il n'a jamais rient fait dans la maison. Moi, je faisais tout. J'ai même élevé mon dernier frère ; je m'occupais de tout quand ma mère est allée à l'hôpital. Ma mère aurait voulu que je continue mes études. Mon père poussait les garçons pour l'école, pas les filles. Moi, j'aimais les études, apprendre, comprendre, j'aimais ça. Ça marchait bien. A Trappes, j'avais des copines Portugaises, Françaises, Antillaises. J'avais 14 ans. J'allais au lycée, je travaillais bien. J'ai commencé à vouloir sortir, aller au ciné, dans les boums. Mes parents n'acceptaient pas. J'étais obligée de mentir pour aller à des fêtes chez des copines. Ma mère ne voulait pas que je devienne une « *traînée* », comme elle le disait. Je ne pouvais pas sortir. J'étais surveillée. Quand je rentrais en retard, je recevais des coups de mon frère aîné. Il avait 20 ans. Il avait fait un BEP de tourneur.

Il n'avait pas trouvé de travail ; il restait chez mes parents et il faisait la loi avec nous et surtout les filles. Mon père l'avait autorisé à me battre. Mon père m'a empêchée de continuer mes études parce qu'il fallait prendre le car pour aller au lycée, je me suis retrouvée dans une école pour un BEP de secrétariat.

Dès que j'avais une minute de retard, mon frère me donnait des coups de poing ; il faisait des sports de combat ... Le matin, je devais mettre des lunettes pour aller à l'école. A Trappes, les garçons immigrés se conduisaient comme des petits mâles, des chefs de bandes. Mon frère n'a jamais voulu que je vienne avec lui, alors qu'avant, il m'emmenait quand il sortait. Pourtant, dans leurs bandes, il y avait des filles immigrées, mais elles habitaient toujours ailleurs. Je me suis laissée faire pendant au moins deux ans. Je le servais à la maison, comme mon père, j'obéissais, j'étais soumise. Régulièrement, mon frère me battait sous n'importe quel prétexte. Il me chronométrait du collège à la maison.

A suivre

la semaine prochaine